

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 8 au 21 septembre 2014 – n°158**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Une grande Fête de l'Humanité pour un sursaut national et citoyen Par Patrick Le Hyaric

Une formidable course de vitesse est engagée entre le pouvoir exécutif, devenu minoritaire à gauche et dans le pays, et l'immense majorité qui a porté cette dernière au pouvoir pour sortir des politiques de droite afin que la vie de chacun s'améliore.

A l'opposé de leurs engagements, les locataires de l'Élysée et de Matignon indexent toujours plus la politique, nos vies, l'avenir de la jeunesse, celui du pays, sur les exigences du grand patronat et des milieux financiers, les oukases de Bruxelles et les rodomontades de la droite allemande. Une telle situation, inconnue à ce point dans l'histoire de la gauche française, appelle une mobilisation exceptionnelle de toutes celles et ceux qui refusent que ses valeurs soient sacrifiées sur l'autel d'un prétendu réalisme économique qui n'est en fait que le paravent du service aux rentiers de la finance et de l'immobilier. Depuis des décennies, ici et ailleurs, l'expérience montre que les concessions permanentes au grand capital n'ont produit aucun résultat positif. L'efficacité économique ne peut passer en effet que par la justice, le progrès social et écologique.

Cette mobilisation peut commencer dans quelques jours, dans le plus grand rassemblement populaire, festif et citoyen que constitue la Fête de l'Humanité. Ce sera le lieu des débats pour défricher d'autres choix sociaux, écologiques, économiques, culturels et politiques. La Fête sera en elle-même une manifestation populaire contre les choix actuels et pour régénérer la gauche et la politique. Il n'y a en effet aucune issue positive à l'actuelle situation qui apparaît comme bloquée si les sympathisants de gauche et de l'écologie, dans leur diversité, ne s'en mêlent pas. Nous souhaitons contribuer à cet indispensable sursaut national et citoyen pour sortir des impasses actuelles et éviter le pire. Nous incitons chacune et chacun à prendre la parole, à faire entendre ses colères, ses aspirations et ses espoirs aussi.

La multitude de nouvelles résistances à la dérive droitière du Président et de son premier ministre y encourage. A celles du Front de gauche, s'ajoutent désormais des personnalités et des fractions importantes du Parti socialiste, de la grande majorité d'Europe-Écologie-Les Verts, d'intellectuels, d'économistes progressistes, de syndicalistes. Par-delà leurs différences, tous ont intérêt à se retrouver à la Fête de l'Humanité, dont le cœur battra à l'unisson des valeurs de justice, de liberté, de paix. La construction d'un autre avenir a besoin d'eux pour défricher les voies inédites d'un rassemblement de type nouveau, sous peine de voir la seule expression du mécontentement – déjà bien réelle – déboucher sur les pires aventures.

L'événement que constitue la Fête sera le contrepoint militant, culturel, populaire, ouvert, diversifié à la tentative de coup d'état idéologique de la petite minorité de ceux qui occupent le pouvoir contre l'ensemble du camp du progressisme à la française. Celle-ci veut imposer à tous, y compris aux militants socialistes, la loyauté au gouvernement qui s'émancipe de ses propres engagements, au lieu du respect du programme pour lequel elle a été élue. Pire ! Non content de se détourner de ses engagements, voici que le premier ministre décrète la non application de la loi sur le logement, pourtant votée par le Parlement et toute la gauche et les écologistes et s'approprierait à prendre des décisions par ordonnance. Et on nous annonce une multitude de nouveaux projets qui tous sont des reprises des décisions que la droite n'a pas pu mettre en œuvre. Il en est ainsi de l'abaissement des seuils sociaux, la fusion de la prime pour l'emploi et du revenu de solidarité active, l'autorisation élargie du travail dominical, la fin des professions réglementées et sans doute une nouvelle hausse de la TVA.

La gauche, cela n'a jamais été le service aux puissants et à la finance. La gauche est porteuse d'une valeur moderne : la justice et l'égalité. On ne peut accepter que concomitamment les entreprises touchent une partie de la manne du pacte de responsabilité et que les dividendes que touchent les actionnaires fassent un bond de 33%. On ne peut accepter que l'Europe continue de s'enfoncer dans une crise sans fin alors que le bilan financier des banques européennes équivaut à près de 3 fois la valeur des richesses produites sur le continent. En France, le seul bilan de BNP-Paribas équivaut à la valeur des richesses totales produites. Après cela, comment des responsables de gauche peuvent-ils continuer à défendre l'idée selon laquelle l'argent manquerait pour améliorer la vie du plus grand nombre ?

La Fête de l'Humanité va porter cette urgence d'égalité et de justice. Plus la participation y sera importante, plus elle sera diverse, plus elle portera l'idée d'un rassemblement inédit, bien plus large encore que le Front de gauche, plus elle pourra contribuer à une contre-offensive sociale et politique pour une autre majorité et un autre gouvernement, s'attachant à améliorer le pouvoir d'achat, mener un grand et nouveau projet pour l'industrie, de nouveaux services publics démocratisés, la culture, l'agriculture, le numérique, s'inscrivant dans un indispensable nouveau développement humain durable et écologique et un renouveau de la démocratie sociale et politique.

Un tel projet appelle à sortir de la guerre économique qui dégénère maintenant en nouveaux conflits et guerres. La Fête de l'Humanité sera aussi le lieu où par milliers, les participants crieront leur demande de désarmement et d'un monde de coopération et de paix.

SOMMAIRE

P1 **Edito - Sommaire**

P2-3 **Agenda**

P4 Il faudrait contrôler l'activité réelle de Monsieur Rebsamen, François, recruté en avril dernier pour s'occuper de l'emploi. ; A l'université du MEDEF, Valls offre aux patrons une entrée directe au cœur du dispositif gouvernemental ; Pétitions en ligne ; "Valls 2: une politique annoncée plus droitière que jamais" (P. Laurent) ; Laissez les eurodéputés voir Gaza de leurs yeux ! (Pierre Laurent)

P5 Rentrée scolaire : déclaration de Pierre Laurent

P6 "Une de Minute: l'extrême droite aboie, la France continue d'avancer ; Huma Dimanche du 4 septembre ; Solidarité avec Khalida Jarrar ! A voir sur l'internet ;

P7 Pour la rentrée 2014, prenons notre avenir en main ! ; La vie étudiante toujours plus chère ; A la fac pour réussir !

P8-11 **Pour une nouvelle politique industrielle !**

P12-16 **Discours de conclusion de Pierre Laurent aux universités d'été du PCF**

P16 A lire

P17 **Pétition pour l'encadrement des loyers**

P18-21 **Contre la réforme des collectivités, refonder la République**

P22 Les députés communistes portugais vont porter la question de la sortie de l'euro au Parlement européen ; Aidons l'Huma



Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Réunion Collectif urgence Gaza

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,
projection de films. Échangeons sur nos points de vue et
sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 8/9 18H réunion collectif Palestine

Mercredi 10/9 19h30 Alterlocal Conférence sur TAFTA ou
grand marché transatlantique présenté par J. CAMBON

20H Le Parnal Thorens Attac 74 Annecy et Le Parnal
présentent le film "La cicatriz de Paulina", de Manuel
Legarda & Genciana Cortès - 2011 - 64 min, documentaire
qui sera projeté en VO, sous-titré en français. Le débat
sera animé par Florence Landriot, documentariste et
militante active d'Attac 74

Jeudi 11/9 20h Alterlocal Éducation: le modèle Suédois -
projection / débat Projection: "Si j'aurais su ... je serai né
en Suède" (60 mn), Marion Cuerq

19h30 Espace Yvette Martinet PROJECTION DU FILM "11-
Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor" et débat par Skype
avec le réalisateur Massimo Mazzucco Prix : 3,00 €

vendredi 12 septembre à dimanche 14 septembre :
FETE DE L'HUMANITE

www.humanite.fr 12.13.14 sept. 2014
Fête de l'Humanité
Pour réinventer la liberté, l'égalité et la fraternité
SCORPIONS
MASSIVE ATTACK
IAM + BERNARD LAVILLIERS
ALPHA BLONDY + TEMPLES
LES OGRES DE BARBACK + AYO
PUGGY + YVES JAMAÏT
OUTERNATIONAL + FÉLOCHE
FLORENT MARCHET
LES LUPINS + DIVERTIMENTO
LOUIS WINSBERG TRIO
PAPANOSH + NEVCHÉ
21€ les 3 jours
30€ sur place
www.humanite.fr
Parc départemental Georges Vallon - La Courneuve
NAVETTE/BUS : À PARTIR DU RER B LE BOURGET - M^e LIGNE 7 ET TRAMWAY T1, ARRÊT LA COURNEUVE 8-MAI-1945
BILLETS : FETE.HUMANITE.FR - WWW.FMAC.COM - SUR L'APPLI TICKETALIVE ET POINTS DE VENTE HABITUELS - RESEAU AGRÉÉS FRANCE BILLET, TICKETNET ET DIGITICK
Humanité Heineken

**Vignette en pré-vente à 21 € auprès des militants
(sinon dans les points de vente commerciaux à 30€
ou sur place à 32€)**

**Les communistes de Savoie organisent un car.
Départ le vendredi 12 septembre 5h à Albertville
place du Pénitencier, 6h à Chambéry gare routière**

**Retour dimanche 14 : départ de la fête à 19h,
arrivée à Chambéry pour 6h lundi 15 matin.
Inscription auprès de la Fédération du PCF de Savoie
au 04.79.62.04.13**

Mardi 16/9 18H réunion collectif Palestine

Mercredi 17/9 20h30 Alterlocal Projection de "Bienvenue
dans la vraie vie des femmes" Documentaire de Virginie
Lovisone et Agnès Poirier, 2007, 72 min.

20h à Ambilly, Salle des Mariages, projection/ débat du film "
Les Déportés du libre-échange"

Jeudi 18 réunion du Mouvement de la Paix 74

Salle Eaux et forêts 113, boulevard du Fier Annecy : l'AFPS
organise une rencontre avec une chrétienne de Cisjordanie

20h Alterlocal Réunion présentation du groupe local des
Amis de la Terre, association militante en faveur d'une
société soutenable, respectueuse de l'homme et de
l'environnement. Origines de la fédération, valeurs et
actions seront au cœur de cette soirée d'échanges...

Vendredi 19/9 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

11 SEPTEMBRE 2001
LE NOUVEAU PEARL HARBOR
- Un documentaire exceptionnel -
50 questions clés sur le 11-Septembre
Jeudi 11 septembre 2014
Espace Yvette Martinet à Annecy
19h30 : Film - 22h30 : Table ronde
Avec la participation téléphonique du réalisateur
M. Mazzucco, et des membres du Collectif
Scientifique sur le 11/9, de ReOpen911,
et de Pilots For 9/11 Truth
P.A.F. : 3 €
Ne pas jeter sur la voie publique - Contact : 06.31.63.20.30

Vendredi 12/9 à 20h à Annemasse au Ciné Actuel,
projection/débat du film "Les Blés d'Or"

Samedi 13/9 20h Alterlocal Concert duo de musique
nomade / DALEKO <http://dalekodaleko.free.fr>

19h Rendez-vous à Annecy sur la place de courrier avec une
bougie, pour former le mot Gaza

FORUM SOCIAL DEPARTEMENTAL DE HAUTE-SAVOIE

Samedi 20 septembre 2014 à ANNEMASSE

	PLACE DU JUMELAGE	AUDITORIUM	PODIUM/SONO
14 H	GRATIFERIA :	Marionnettes par PHLOEM: "Guignol et le Piano de Bois"	Ouverture FSD
15 H	Des échanges non marchands sont possibles. Vous apportez ce que vous voulez, vous repartez avec ce qui vous plaît ...gratuitement!		Hip Hop Danses ukrainiennes
16 H	DEBATS DE RUE : Grand Marché Transatlantique, TAFTA, AECG, TISA... C'est quoi ? Venez en parler avec nous tout en faisant votre marché gratuit.		Animation FSD
17 H	<i>Et pour les enfants: jeux, coloriages, pliages...</i>	Conférence gesticulée: "Propagando Manipulens" De l'impact de la publicité sur nos modes de (sur)consommation... par PHLOEM	Présentation des stands, retransmission des débats, avec LIBRINFO 74
18 H	STANDS DES ASSOCIATIONS: pour en savoir plus sur les actions contre le libre-échange et les alternatives au "tout marchand"		
19 H	APERRO-CONCERT: venez vous éclater sur les rythmes balkaniques de la FANFARE FELUE	Entrée libre (participation volontaire pour les marionnettes et la conférence gesticulée)	
20 H		De 15 à 20h au bar: <i>boissons, tartines, sandwiches, gateaux</i>	

LES ASSOCIATIONS PARTICIPANT AU FSD 74

- Alternatiba
- Les amis de la Terre
- Annemasse & agglo en transition
- Artisans du monde
- Attac
- CCFD
- Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui
- Colibris
- Confédération paysanne
- Emmaüs
- Et faits...planète
- Jeunes Palestiniens en chemin
- La liane France-Afrique
- Non au gaz de schiste -Pays de Savoie et Ain
- ODAMAP
- Solidarité Bosnie
- Stop au Grand Marché Transatlantique
- Stop TISA
- Survie

ANIMATION SONORE PAR:
librinfo74

Merci de ne pas jeter sur la voie publique

FORUM SOCIAL DEPARTEMENTAL DE HAUTE SAVOIE POUR DES ALTERNATIVES LOCALES AU GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Gratifieria* Conférence gesticulée
Débats de rue
Stands associatifs Jeux Bar
Animations pour petits et grands
Petite restauration

SAMEDI 20 SEPTEMBRE à Annemasse
Place du Jumelage
(quartier du Perrier)
de 14 à 20 heures

... et la participation de la FANFARE FELUE

*Apportez vos objets en trop, vos idées, vos questions ou rien...
Repartez gratuitement avec ce qui vous plaît et des informations sur
le Grand Marché Transatlantique (ou TAFTA)



« Il faudrait contrôler l'activité réelle de Monsieur Rebsamen, François, recruté en avril dernier pour s'occuper de l'emploi. »

François Rebsamen, ce ministre du travail qui ne commente plus les chiffres du chômage tant il sont catastrophiques et contredisent, mois après mois, les prophéties présidentielles, vient de trouver les responsables de cet échec : les chômeurs eux-mêmes.

Ce matin, il annonce donc le renforcement des contrôles pour vérifier qu'ils sont bien à la recherche d'un travail.

En 2012, alors que Nicolas Sarkozy parlait comme le fait aujourd'hui François Rebsamen, François Hollande répondait qu'il ne fallait pas "s'en prendre aux plus fragiles". Mais c'était avant.

Au lieu de singer la droite, le ministre du travail ferait mieux de changer de politique. Il serait bien à la peine si les 5 millions de chômeurs décidaient d'installer des comités locaux pour mesurer les dégâts économiques et sociaux des choix gouvernementaux.

Si, à l'échelle des départements et des territoires, un suivi des aides publiques aux entreprises, comme pour le CICE, était mis en place par les citoyens, avec, d'un côté, des records de dividendes versés aux actionnaires et, de l'autre, des licenciements, des femmes et des hommes et des familles brisés.

La peur doit vite changer de camp.

Il s'agit aujourd'hui de contrôler l'activité réelle de Monsieur Rebsamen, François, recruté en avril dernier pour s'occuper de l'emploi. Certains chiffres et résultats enregistrés dernièrement nous font douter de sa capacité réelle et de sa détermination.

Le gouvernement et le patronat doivent aujourd'hui rendre des comptes.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, le 2 Septembre 2014

A l'université du MEDEF, Valls offre aux patrons une entrée directe au cœur du dispositif gouvernemental

A la tête d'un nouveau gouvernement, où tous les Ministres sont désormais alignés derrière ses coups de talonnettes et de menton, Manuel Valls est allé cet après-midi aux Universités d'été du Medef pour déposer aux pieds de Pierre Gattaz ce qu'il croit être le cadavre de la gauche.

Inutile d'imaginer l'accueil triomphal des patrons réunis à cette occasion, qui, non contents d'avoir déjà obtenus, via le CICE et le Pacte de responsabilité, plus qu'ils n'en demandaient, se sont vus offrir, avec la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Industrie, une entrée directe au cœur du dispositif gouvernemental.

Même dans leurs rêves les plus fous, ils n'auraient jamais imaginé, à peine plus de deux ans après son élection, une telle convergence d'intérêts et d'objectifs avec l'homme du Bourget.

Pour la première fois, un Premier Ministre lâche ses coups en stigmatisant par ses moqueries les députés socialistes de sa propre majorité, qui se sont rendus coupables à ses yeux de poser une question: pourquoi serait-il hors de question de changer une politique qui échoue?

Dans les allées de la prochaine Fête de l'Humanité, les forces de gauche, politiques, sociales et citoyennes, se donneront rendez-vous pour échanger, construire et agir.

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoptafta.org>

"Valls 2: une politique annoncée plus droitière que jamais" (P. Laurent)

La démission du gouvernement Valls, cinq mois après son entrée en fonction, était un premier et terrible constat d'échec.

La liste du gouvernement Valls 2 en est un second, tout aussi éclatant, avec une équipe toujours plus étroite politiquement et une politique annoncée plus droitière que jamais, symbolisée par l'arrivée d'Emmanuel Macron, homme-clé des banques et de la finance.

L'exécutif s'enfoncé dans une impasse dangereuse pour la France.

La politique Hollande-Valls n'obtient aucun résultat. Les causes sont connues : une austérité draconienne, une dépression de la demande par la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, des libertés et des cadeaux accrus pour la finance et le capital, une offre productive saignée par la rémunération des dividendes. Le nouveau gouvernement va amplifier cette politique, l'échec est programmé d'avance.

La France peut gravement dévisser. L'autoritarisme et la brutalité comme méthode de gouvernement ne feront qu'accélérer cette grave crise politique.

Ce gouvernement sera incapable de rassembler les Français, la gauche et même les socialistes, pour renouer avec les exigences d'une politique de redressement national. Nous ne pouvons pas laisser faire car le prix à payer est déjà et sera plus lourd encore pour la France et les Français.

Notre colère est d'autant plus grande que des solutions et des forces existent pour une autre politique.

Le temps est venu pour tous ceux qui refusent ce cap suicidaire d'entrer en action, de débattre et d'agir en commun, de rassembler la gauche et le peuple pour construire une autre politique. Des fronts larges d'action et de solutions doivent maintenant se constituer partout dans le pays pour la relance sociale, la justice fiscale, la lutte contre les gâchis de la finance, les créations d'emplois utiles aux services publics, au logement, à l'industrie et à la transition écologique, et pour la refondation démocratique de la République.

Je donne rendez-vous à la fête de l'Humanité à toutes celles et ceux qui y sont prêts.

Laissez les eurodéputés voir Gaza de leurs yeux ! (Pierre Laurent)

Israël vient de refuser l'entrée de Gaza à une délégation de 13 eurodéputés du groupe de la Gauche unie européenne – Gauche verte nordique (GUE-NGL). Parmi eux, Younous Omarjee, député français des territoires ultramarins.

Je m'insurge contre cette décision arbitraire et contraire au droit international. C'est un nouveau geste qui montre le refus d'Israël d'œuvrer à la paix et au règlement pacifiste, juste et durable du conflit.

Le motif évoqué est irrecevable. Les eurodéputés de la GUE-NGL sont là pour voir de leurs yeux la situation à Gaza, et c'est cela qui dérange les autorités Israéliennes.

Je demande au Ministre des affaires étrangères de la France de protester fortement auprès du gouvernement israélien qui doit revenir sur sa décision.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF, Président du Parti de la gauche européenne, 4 septembre 2014

Rentrée scolaire : déclaration de Pierre Laurent

« Quand la confiance en l'école est brisée, c'est toute la société qui est en danger »

C'est la troisième rentrée scolaire depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir. Trois rentrées, trois ministres, trois ans d'une politique censée donner la « priorité à l'école » et toujours pas assez d'enseignants pour accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions. La réforme des rythmes, loin de s'attaquer à l'échec scolaire, vient ajouter de l'inégalité à l'inégalité : horaires, contenus des activités et tarifs varient d'une commune à l'autre. Loisir éducatif pour les uns, garderie pour les autres, gratuits ici, payants ailleurs, en fonction des politiques locales.

Aujourd'hui, je voudrais avertir le président et la nouvelle ministre de l'éducation nationale : la situation est grave. Quand la confiance en l'école est brisée et que les parents ne peuvent pas espérer un avenir meilleur pour leurs enfants, quand les jeunes ne peuvent pas réaliser leurs rêves et leurs ambitions, c'est toute la société qui est en danger.

Arrêtons de désespérer les salariés, qui savent qu'on ne sortira pas de la crise économique sans développer l'éducation et avec elle l'emploi qualifié. Arrêtons de désespérer le peuple de France, qui sait que le savoir est un pouvoir et qu'il n'y a pas de véritable démocratie sans appropriation des savoirs par tous.

Il est plus que temps de faire preuve de courage, de cesser de reculer au moindre froncement de sourcil du patronat, de céder devant les gesticulations de groupuscules réactionnaires.

La nouvelle ministre de l'éducation se dit féministe : comment peut-elle se satisfaire de la suppression des ABCD de l'égalité ? Qu'attend-elle pour les rétablir et les généraliser ?

Le président affirme que l'école est une « priorité ». Qu'attend-il pour rompre avec l'austérité, pour donner à l'école et à tous les services publics les moyens dont ils ont besoin ?

Partout dans le pays, des parents, des enseignants, des citoyens luttent contre les fermetures de classes, résistent aux politiques libérales, débattent et imaginent l'école dont notre pays a besoin.

Plutôt que de les écouter, eux qui bâtissent la France de demain, le gouvernement préfère choyer les actionnaires, les spéculateurs, ceux qui construisent sur du sable pour leur seul et unique profit.

Il est insupportable que l'école laisse tant d'enfants sur le bord du chemin, alors que les savoirs jouent un rôle de plus en plus important dans notre société et que tous les enfants sont capables d'apprendre. Il est temps de construire une école de l'égalité, permettant à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, de maîtriser leur avenir.

Cette année encore, la rentrée coûte cher, trop cher. Pour que l'école soit bien celle de tous, elle doit être gratuite.

Il faut certes diminuer le coût de la rentrée, notamment dans les filières professionnelles et technologiques où le matériel est souvent coûteux, mais il est également indispensable que l'école donne à tous les enfants le nécessaire pour réussir à l'école, sans recours aux cours privés.

Les fonds sociaux des établissements doivent être revalorisés pour faire face aux besoins, les bourses multipliées, les transports scolaires organisés et gratuits.

Nous voulons la même école sur tout le territoire : villages, cités, centres-villes... les enfants doivent avoir accès à la même variété d'activités, de formations ou d'options. Il faut en finir avec la course au bon lycée ou à la bonne filière, qui ne profite à personne. Dès maintenant, les collectivités peuvent établir des cartes scolaires contraignantes assurant l'égalité des conditions d'étude.

A rebours de ce que prépare le gouvernement, la formation des enseignants ne peut pas non plus varier d'une académie à l'autre: elle doit être la même dans tout le pays. Face à la crise de recrutement sans précédent que rencontre l'Éducation Nationale, il faut redonner un sens au métier d'enseignant, et ce ne sont pas quelques citations de Jules Ferry disséminées dans le discours de rentrée de la nouvelle Ministre qui suffiront pour cela.

Une revalorisation des salaires est évidemment indispensable, mais la formation doit aussi être repensée. Les bicolages autour des ESPé sont loin de permettre aux jeunes enseignants d'entrer sereinement dans leur métier : la formation initiale doit s'appuyer sur un pré-recrutement et une formation continue doit être développée.

La relance de l'éducation prioritaire est une urgence, mais il ne s'agit pas de construire une école à plusieurs vitesses, avec des objectifs différents pour les élèves des quartiers les plus défavorisés ! Au contraire, il faut donner plus de moyens là où il y en a plus besoin, pour que l'école puisse donner à tous les enfants une culture commune de haut niveau.

Plutôt que de surcharger les programmes, prolongeons la scolarité obligatoire, de 3 à 18 ans, avec le droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent. Rendons aux enfants la demi-journée d'école supprimée par la droite : pas pour la consacrer aux activités périscolaire, mais bien pour la réintégrer au temps scolaire. Avec plus de temps à consacrer aux enfants, les enseignants pourront organiser ce temps autrement : c'est le vrai moyen de lutter contre l'ennui et la fatigue des élèves !

Dès maintenant, l'État doit garantir qu'une même formation débouche sur une même qualification. Cela passe par le renforcement des diplômes nationaux et la reconnaissance de toutes les années d'étude dans les conventions collectives.

Ces propositions ne sont pas seulement celles du PCF. Elles ont grandi dans les luttes et les débats. Aujourd'hui, nous sommes nombreux à les porter. Nous sommes nombreux à avoir le courage de rompre avec les politiques libérales, nombreux à porter l'ambition d'une école de l'égalité, nombreux à imaginer les chemins nouveaux pour les imposer. Ne nous laissons pas enfermer dans le désespoir. Prenons nos responsabilités : ensemble, imposons cette politique, elle est urgente et nécessaire.

Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF
Mardi 2 septembre 2014

"Une de Minute: l'extrême droite aboie, la France continue d'avancer"

Alors que le directeur de Minute est cité à comparaître le 24 septembre devant le tribunal correctionnel pour injure à caractère racial, pour avoir titré "Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane", voilà que l'hebdomadaire d'extrême droite récidive en investissant Najat Vallaud Belkacem avec une "une" à caractère raciste et islamophobe: "Une marocaine musulmane à l'éducation nationale, la provocation Vallaud Belkacem"

Cette une laisse entendre que l'origine et la religion de cette femme posent problème pour accéder à une fonction ministérielle: c'est intolérable.

Par deux fois, ce sont des femmes qui ont été prises à partie. Visiblement, pour Minute, la politique est une affaire réservée aux hommes blancs.

Le débat démocratique permet la confrontation d'idées et la contestation des choix gouvernementaux, mais il n'autorise pas ces dérapages nauséabonds !

L'immigration est constitutive de l'identité de la France : hier Émile Zola, Léon Gambetta, Henri Krasucki, Pablo Picasso... aujourd'hui Éva Joly, Anne Hidalgo, Rama Yade, Najat Vallaud Belkacem.

Ces noms nous rappellent que des étrangers ont fait la France, qu'il en est ainsi aujourd'hui et qu'il en sera de même demain.

L'extrême droite aboie, la France continue d'avancer.

Le 3 septembre 2014

Fabienne HALOUI

Commission Droits et Libertés

Solidarité avec Khalida Jarrar !

STAND WITH JUSTICE.

STAND WITH PALESTINE.

STAND WITH KHALIDA.

KHALIDA JARRAR
SOLIDARITY CAMPAIGN

Pour l'annulation immédiate de son ordre d'expulsion !

Mercredi 20 août 2014, une cinquantaine de soldats de l'armée israélienne a fait irruption au domicile de la députée palestinienne Khalida Jarrar, situé à Ramallah. Un haut gradé lui a alors remis un ordre militaire rédigé en hébreu, lui demandant expressément de quitter son domicile, pour aller vivre durant un période initiale de 6 mois à Jéricho, ville où elle n'a pas d'attache particulière, et ce, sous 24h. Une carte de Jéricho lui a été remise et il lui a été précisé qu'elle ne pourrait pas sortir de la ville sans avoir l'autorisation du tribunal militaire israélien. Khalida Jarrar a refusé de signer cet ordre rétorquant aux soldats : « Vous, l'occupant, tuez notre peuple palestinien. Vous pratiquez des arrestations massives, démolissez des maisons, kidnapez des personnes à leur domicile et les déportez. C'est à vous de quitter notre maison ».

Khalida Jarrar est une députée du FPLP, avocate et militante pour les droits de l'homme. Elle a longtemps dirigé l'ONG Addameer qui soutient les prisonniers politiques palestiniens et leurs familles. Militante également féministe, elle a été particulièrement engagée lors des récentes manifestations de soutien à Gaza.

N'ayant pas obtempéré à la demande de l'occupant, Khalida Jarrar risque de se faire arrêter et d'être emprisonnée. Elle s'est désormais réfugiée dans l'enceinte du Conseil législatif palestinien, dans lequel elle a installé une tente qui accueille chaque jour des citoyen-ne-s, des militant-e-s et des élu-e-s venu-e-s lui témoigner leur solidarité.

Une telle mesure d'éloignement n'avait pas été prononcée depuis les années 80. Ce n'est pas la première tentative d'intimidation de la militante, puisque depuis 1998, l'État israélien n'autorise pas Khalida Jarrar à voyager en dehors de Palestine. En 2010, alors qu'elle devait recevoir un traitement médical très spécifique en Jordanie, elle a dû lutter des mois et mobiliser l'opinion publique avant d'obtenir le droit de se faire soigner.

La colonisation, l'interdiction de se déplacer, la pression sur des élus palestiniens sont autant d'injustices insupportables auxquelles il faut mettre fin. Le régime d'apartheid d'Israël a prouvé une nouvelle fois cet été à Gaza sa volonté de détruire le peuple de Palestine.

La France doit faire entendre sa voix pour la reconnaissance d'un État Palestinien qui permettra de mettre fin à bon nombre de ces exactions. Les Jeunes Communistes restent mobilisés partout en France pour faire résonner la voix de la Paix.

L'impunité de l'État israélien n'a que trop duré, il est de notre devoir d'envoyer, une fois de plus, un message fort de solidarité au peuple palestinien ! Soutenons Khalida Jarrar dans son combat pour la justice et contre l'impunité de l'État israélien ! Nous demandons l'annulation immédiate de cet ordre d'expulsion !

Signez la pétition de soutien à Khalida Jarrar :

<http://samidoun.ca/2014/08/sign-on-endorse-the-khalida-jarrar-solidarity-statement/>

L'HUMANITÉ
DIMANCHE

OTAN-RUSSIE

Le point de non-retour est-il atteint ?

REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL PAGE 62



« Tisser des convergences à gauche pour retrouver le lien avec les classes populaires »

AURÉLIE FILIPPETTI,
ANCIENNE MINISTRE
DE LA CULTURE

ENTRETIEN
PAGE 20



« Le temps est venu de passer à la construction commune de solutions pour un nouveau cap pour la France »

PIERRE LAURENT,
SECRETARE NATIONAL DU PCF
ENTRETIEN PAGE 24

ET MAINTENANT À GAUCHE...

N° 427 Du 4 au 10 septembre 2014

M 04837 - 427 - F. 4,00 €

LIRE PAGES 18 A 25

France 3 euros, Guadeloupe, Martinique 4 euros.

LE PROGRAMME COMPLET DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ, DU 12 AU 14 SEPTEMBRE

Pour la rentrée 2014, prenons notre avenir en main !

Alors que la faillite du gouvernement a contraint Manuel Valls à un remaniement à la sauce encore plus libérale, la galère des étudiants lors de la rentrée reste toujours la même, voire elle s'empire !

Le coût de la vie étudiante a en effet augmenté de 2% soit 4 fois plus que l'inflation, ce qui ne fait qu'accroître la portion d'étudiants qui seront contraints de se salarier pour financer leurs études. Les fronts sur lesquels le gouvernement et les collectivités sont en guerre contre les étudiants à la rentrée 2014 sont multiples : loyers des chambres universitaires, restaurants universitaires, bourses, frais d'inscription, etc.

Sur le front des Cités-U, nous constatons une nouvelle augmentation des loyers des chambres : elle est en moyenne de 3,1% à Paris et de 2% en Province.

Sur le front de la restauration, nous avons dénoncé en juillet la nouvelle hausse de 5 centimes du prix du ticket des Restaurants Universitaires (RU), qui passe de 3,15 à 3,20 euros ! Cette hausse austéritaire est particulièrement grave, elle place dans une situation précaire la restauration universitaire en général.

Et si cela ne suffit pas, le gouvernement a bien pensé d'y ajouter le gel des bourses sur critères sociaux (mesure qui pénalisera les 640 000 étudiants boursiers) et d'augmenter de 0,5 à 1,6% les frais obligatoires, dont les frais d'inscriptions et la cotisation pour la sécurité sociale.

L'augmentation du coût de la vie étudiante est l'autre visage des déficits budgétaires dans lesquels se trouvent la plupart des universités françaises : tout cela est le produit de la politique de désinvestissement du gouvernement face aux universités et aux étudiants.

Cette rentrée universitaire ne doit pas rester juste l'énième théâtre habituel de dénonciation de ces inégalités.

Elle doit se transformer en mobilisation générale des étudiants et du personnel de l'université et du CROUS. Pour une lutte qui revendique le réengagement financier de l'État vis-à-vis de ses obligations pour garantir la réussite des étudiants et des conditions de travail décentes pour le personnel.

À la rentrée, nous serons sur la ligne de front pour créer et intensifier cette mobilisation. Et surtout pour gagner !

La vie étudiante toujours plus chère

Le coût de la vie étudiante augmente encore et toujours et le gouvernement ne fait rien pour y remédier ! Il a augmenté de 2% soit 4 fois plus que l'inflation.

Dans l'ensemble des Universités en France, les frais de scolarité, la sécurité sociale et les tickets de restaurants universitaires vont encore augmenter (entre 0,5% et 1,6%). Les loyers des logements étudiants vont eux aussi augmenter (en moyenne de 3,1% à Paris et de 2% en Région).

Ces augmentations ne s'enchaînent malheureusement pas de revalorisations franches des bourses sur critères sociaux puisque celles-ci augmenteront de 0,70€ à 3,80€ par mois selon l'échelon. Une misère ! De plus, le gouvernement gèle les bourses sur critères sociaux pour la rentrée et cette mesure pénalisera les 640 000 étudiants boursiers.

Comment le gouvernement peut-il affirmer que la jeunesse et l'éducation sont sa priorité quand plus d'un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour financer ses études ? Et comment peut-il augmenter les loyers quand on sait que le logement étudiant correspond déjà à 50% de dépenses dans le budget moyen d'un étudiant ?

Le budget de 485 000 étudiants boursiers a reculé de 5,5% depuis le quinquennat de François Hollande, au même titre que le budget des 1 660 000 étudiants non-boursiers enregistre un recul de 3,6% sur la même période.

Face à cela l'Union des Étudiants Communistes exige une allocation d'études, premier pas vers un salaire étudiant. Il est indispensable que les étudiants puissent étudier et réussir leurs études sans devoir se salarier. Un investissement massif dans l'enseignement supérieur est une nécessité afin que le CROUS puisse être un service public de qualité répondant aux besoins de tous les étudiants

A la fac pour réussir !



LES ETUDIANTS VEULENT REUSSIR

Si nous allons en cours, travaillons dur et passons nos examens c'est pour réussir notre année, avoir un bon diplôme et à la sortie, un métier. La réussite étudiante devrait être l'objectif n°1 de l'enseignement: le développement du pays passe par là !

LES COUPES BUDGETAIRES LES EN EMPÊCHENT

Pourtant aujourd'hui, 1 étudiant sur 2 rate sa 1ère année de licence. Si autant de jeunes sont empêchés de réussir, c'est parce qu'il manque 3 milliards d'euros à l'enseignement supérieur pour fonctionner normalement.

En effet, comment étudier lorsque la fac la plus proche se trouve à des dizaines de km de chez soi, ou lorsqu'il faut être tiré au sort pour accéder à la licence de son choix ? Comment réussir dans des cours surchargés où chacun doit se débrouiller seul ?

Dès maintenant, réorientons les 6 milliards d'euros versés par l'État à la recherche privée. Ceci pour l'enseignement supérieur entièrement public dont nous avons besoin pour réussir !

POUR UN VRAI METIER APRES LES ETUDES LES PROPOSITIONS DE L'UEC

Avec les coupes budgétaires et la mise en concurrence des universités, le chômage des jeunes diplômés progresse.

Il n'est pas acceptable qu'avec la fermeture de formations de « proximité », des milliers de jeunes soient privés de l'enseignement supérieur.

Il n'est pas acceptable non plus que notre diplôme vaille moins que celui délivré par l'université voisine, parce qu'elle n'a pas les mêmes financements.

Pour stopper le chômage, la mise en concurrence et la précarité des jeunes, l'UEC fait des propositions. Partout sur le territoire, nous voulons garantir aux étudiants de bons diplômes.

Pour ce faire, il est urgent de mettre en place le cadrage national des diplômes et de l'insertion professionnelle :

- Pour des diplômes financés à la même hauteur avec partout la meilleure pédagogie, quelque soit notre établissement. Ceci pour en finir avec la concurrence entre diplômés.

- Pour des diplômes reconnus dans les conventions collectives des entreprises, pour permettre de bonnes conditions d'emplois et de salaire à notre arrivée dans le monde du travail. Cela permet aussi l'égalité salariale : avec le même diplôme, homme ou femme nous devons avoir le même salaire et les mêmes droits en entreprise.

Pour une nouvelle politique industrielle !

La France se désindustrialise chaque jour un peu plus : la production industrielle a reculé de 11 points en 25 ans. Ce sont 1 million d'emplois industriels qui ont été détruits depuis l'an 2000. Et 400.000 autres sont aujourd'hui directement menacés.

Loin des fables sur l'ère « post-industrielle » qui verraient les activités à haute valeur ajoutée conservées sur notre sol et les activités moins nobles externalisées vers les pays émergents, ce sont bel et bien toutes les filières qui sont aujourd'hui touchées : automobile, électronique, pharmacie, raffinage, agro-alimentaire...

Contrairement à ce qui est rabâché, ce n'est ni le résultat de la « crise », ni la conséquence d'un « coût du travail » trop élevé. Ce qui est en train d'asphyxier notre industrie, c'est l'exigence folle de rentabilité à court terme et les logiques financières.

Oui, le déclin industriel de la France est le choix délibéré de privilégier les logiques financières contre l'emploi, contre la défense des filières stratégiques et la réponse au défi de la transition écologique.

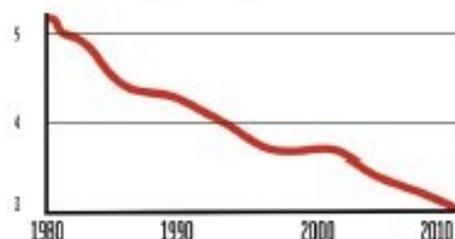
L'échec de 30 ans de politiques libérales

Malgré les coups de communication autour du « redressement productif », le choix du gouvernement actuel comme celui des précédents de mettre la baisse du « coût du travail » au cœur de sa politique économique, ne réglera rien. Au contraire, toutes les politiques qui ont été menées visant à faire baisser les charges n'ont jamais permis d'enrayer les destructions d'emploi. Elles sont inefficaces, pour au moins deux raisons :

1°) Les fonds accordés aux entreprises ne sont pas utilisés pour l'investissement productif et la création d'emploi

Pour l'essentiel, ces cadeaux aux entreprises servent à alimenter les profits et leur redistribution aux actionnaires. Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) mis en place par Hollande finance prioritairement le versement de dividendes, pas la recherche, l'investissement productif ou l'embauche.

2°) La baisse des salaires, des dépenses de protection sociale et des investissements publics va contracter l'économie et réduire les débouchés des entreprises.



Evolution de l'emploi industriel depuis 1980 (en million)

Cette politique que Manuel Valls entend amplifier, notamment par la réduction drastique des dépenses et investissements publics (-53 milliards d'ici 2017), mais également de modération salariale est un frein à toute reprise économique. La quasi stagnation des salaires depuis une dizaine d'année et l'obstination à ne pas augmenter le SMIC pèsent lourdement sur le marché intérieur.

En s'entêtant dans cette direction, le gouvernement Valls va aggraver la crise systémique que subit notre peuple et l'Europe toute entière.

Pourtant une autre politique économique est possible.

VERS UNE AUTRE LOGIQUE

Partir des besoins

Plutôt que de partir des logiques financières qui ont asphyxié notre tissu industriel, il faut partir des besoins humains. Ceux-ci sont immenses : se doter de réseaux interconnectés de transports, de télécommunication, inventer et construire les véhicules, les modes de transports et les logements non-polluants dont la population a besoin, relancer la recherche dans la santé et l'industrie pharmaceutique, développer le mix-énergétique pour répondre aux besoins énergétiques de l'humanité tout en réduisant très significativement nos émissions de CO², investir massivement dans l'Internet et les technologies de l'information, développer une industrie agro-alimentaire de qualité et permettant de nourrir l'humanité...

Les efforts à déployer concernent également des défis considérables pour notre planète : lutter contre le changement climatique, gagner la bataille de la biodiversité, limiter l'épuisement des ressources naturelles... C'est vital.

Pour répondre à ces défis, il faut une industrie puissante. Ce n'est pas contradictoire avec l'exigence environnementale, bien au contraire.

Engager la transition écologique

Ce que nous proposons, ce n'est d'ailleurs pas de revenir à un modèle industriel ancien. Le nouveau industriel que nous proposons se donnera comme objectifs prioritaires :

>> **de rompre avec l'obsolescence programmée** : il est irresponsable de continuer à concevoir un produit avec une durée de « vie » artificiellement limitée.

>> **la sécurité des consommateurs, des salariés comme la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes**, doivent être intégrées dès la conception d'un produit, mais aussi le recyclage des matériaux qui le compose.

>> **de créer de nouvelles filières de maintenance et de réparation** dans une logique d'économie circulaire ouverte.

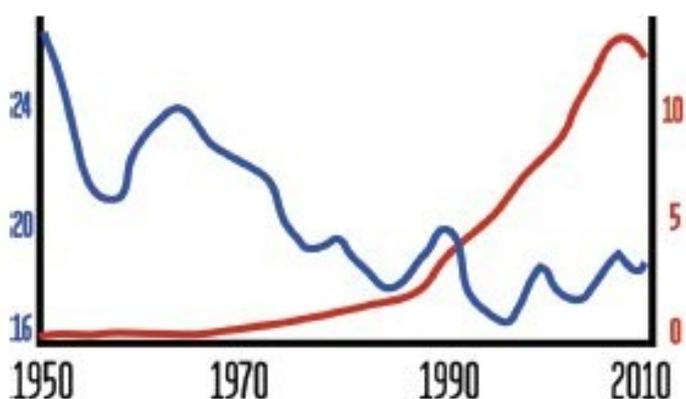
Ce nouveau cap se confronte directement aux logiques productivistes du marché, celles qui privilégient la rentabilité maximum et immédiate, celles qui compriment les coûts quelles que soient les conséquences. C'est cette absence de vision qui nous a mené au bord du précipice.

Une vision stratégique et démocratique contre la logique financière

C'est devenu une évidence : le marché ne se préoccupe que du court terme et de son profit immédiat. C'est pourquoi il faut lui substituer une logique prospective, un processus planificateur permettant d'orienter les efforts et les investissements. Cette planification nouvelle, nous la concevons comme un processus démocratique, associant les scientifiques, les élus, les citoyens et salariés, les associations...

La création de pôles publics dans les filières stratégiques (énergie, aérospatial, pharmacie,...) permettra d'impulser concrètement ce nouveau système productif au service des besoins. Cette implication publique pourra d'ailleurs prendre des

Evolution des taux d'investissements (bleu) et des taux de profits financiers (rouges)



formes variées : nationalisations, prises de participations décisives, coopératives de salariés...

Mais c'est aussi l'entreprise qu'il faut repenser. L'entreprise que Manuel Valls déclare aimer, c'est celle des conseils d'administration et des actionnaires. Pour nous, l'entreprise est avant tout un collectif humain créateur de richesses. Le renouveau industriel du pays passe par des droits d'intervention directe des salariés dans l'entreprise : pour définir ce qui doit être produit, dans quelles conditions, avec quelle stratégie, quelles priorités de gestion, quelle organisation du travail, quel partage des richesses ? Cela ne tombera pas du ciel : cela passe par une bataille politique de haut niveau dans l'entreprise.

Un nouveau monde industriel

C'est bien une nouvelle conception de l'entreprise qui doit émerger : non plus une structure opaque, déterritorialisée et dont l'objectif est de maximiser ses profits, mais bien un collectif humain, inscrit dans un territoire avec ce que cela suppose de responsabilités qu'elle doit assumer puisqu'elle profite de services publics, d'infrastructures et de main d'œuvre qualifiée.

Il faut en finir avec le dogme de la compétition généralisée. Au postulat de la concurrence des individus, des territoires et bien sûr des entreprises, nous entendons substituer l'indispensable coopération et mutualisation. Développer des filières stratégiques suppose, par exemple, que les entreprises puissent coopérer sur des projets communs plutôt que de se faire la guerre économique : les plus grandes réussites industrielles françaises se sont bâties sur ce modèle.

Alors que l'information et le savoir, c'est à dire la recherche, jouent un rôle de plus en plus important dans la création de valeur, celle-ci ne peut être enfermée dans les logiques de rentabilité étroite. Ainsi, la recherche doit s'émanciper de cette logique court-termiste : ce n'est pas en voulant « perfectionner la bougie » que l'on a découvert l'électricité. Et contrairement aux idées reçues qui justifieraient des sorties précoces du système scolaire de ceux qui ne seraient pas « faits pour les études », nous avons au contraire un besoin inédit d'ouvriers, de

techniciens et d'ingénieurs hautement qualifiés. Il faut donc se fixer l'objectif de porter le plus grand nombre au plus haut niveau de culture commune.

Financer ce renouveau

Le renouveau industriel suppose des investissements massifs, des engagements de long terme et donc une autre utilisation de l'argent. Rappelons que les richesses existent pour financer un tel changement de cap. La France n'a jamais été aussi riche. Et pourtant, les entreprises privilégient la rémunération des actionnaires à la recherche et aux investissements productifs (cf graphique ci-contre). Pour enrayer notamment cette logique, la fiscalité des entreprises peut être un levier décisif, encourager la création de richesses, les projets utiles et socialement performants, et au contraire, décourager les activités spéculatives, la finance.

Le crédit est également un puissant levier. Au cœur de l'Union européenne, la France peut agir efficacement pour une autre politique du crédit. Dès à présent, elle pourrait engager la création d'un pôle public du crédit, composé entre autre de la Banque publique d'investissement (BPI), de la caisse des dépôts, de la banque postale, d'une banque à nationaliser et de banques coopératives. Il constituerait un outil décisif pour financer les projets industriels conformes aux objectifs stratégiques, porteurs d'emplois et respectueux de l'environnement, d'aider par exemple les salariés à reprendre l'activité de leur entreprise. Il est également possible de réorienter l'épargne salariale et des fonds d'assurance vie.



LES ATOUTS DE LA FRANCE

La France est la cinquième puissance économique mondiale au cœur de l'Europe, première puissance économique mondiale. C'est un pays qui, même au cœur de la crise, demeure très riche. Il dispose d'infrastructures de transports, de services publics et d'une main d'œuvre hautement qualifiée, parmi les plus productive au monde. Dans maints domaines, l'excellence de notre recherche nous place à la pointe de la connaissance. Par exemple dans les mathématiques, qui sont au cœur de secteurs stratégiques comme l'informatique.

Aujourd'hui, ces atouts sont gâchés : la soumission de la France aux objectifs de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la construction d'un Grand Marché Transatlantique, à une vision stratégique qui entend spécialiser quasi exclusivement notre pays dans le tourisme et l'industrie du luxe, le pacte de dupe dit de « responsabilité » qui répond aux objectifs de rentabilité du patronat,... tout cela n'est pas inéluctable.



Une nouvelle civilisation à naître

Face au compromis de régression sociale Hollande/MEDEF, nous opposons un compromis social de progrès, tel que fût le programme du CNR dans les conditions de son époque. L'ampleur des enjeux auquel fait face l'humanité suppose des réponses nouvelles, de faire naître une nouvelle civilisation dépassant le capitalisme.

Au cœur du Front de gauche, le Parti communiste français entend relever ce défi. C'est pourquoi nous engageons un processus de travail avec toutes les forces qui le souhaitent pour ouvrir cette perspective de progrès.

La convention que le Parti communiste français organise les 22 et 23 novembre 2014 sur l'Industrie sera l'occasion d'un premier échange national sur ces questions si décisives pour notre avenir.

Préparons ensemble la convention «Industrie» des 22 et 23 novembre 2014

Un avant-projet de texte a été proposé par le Comité du projet. Il est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.pcf.fr/58500>

Ce texte est soumis à la réflexion de toutes et tous. Vous êtes invité-e-s à soumettre vos contributions afin que l'avant-projet puisse être amélioré. Ces contributions sont à adresser à Yann Henzel (yhenzel@pcf.fr).

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Discours de conclusion de Pierre Laurent aux universités d'été du PCF

Chers amis, chers camarades,

Je tiens moi aussi à m'associer aux remerciements de tous les camarades qui ont préparé cette université, en saluant une nouvelle fois son succès. 800 participants, un record, 80 intervenants, avec un fort renouvellement des participants. Une université d'été très intergénérationnelle, beaucoup de jeunes participants. Je voudrais saluer 4 intervenants internationaux :

- Mouna Mathari, du Front populaire de Tunisie,
- Miguel Enrique Almeida, mouvement des sans terre, du Brésil,
- Maher Al Sharif, du Parti du peuple palestinien
- et Mohamed Halayka, directeur du Théâtre national palestinien.

Cette université occupe une place de plus en plus remarquable dans le vie de notre parti. Comprendre le monde, échanger sur les enjeux contemporains, y compris les plus complexes, croiser les savoirs et les compétences, tout cela est primordial. Tout en abordant les événements politiques, notre université s'enrichit chaque année de nouveaux champs de réflexion. Il faudra cultiver cette approche pluridisciplinaire dans l'avenir.

Nous avons d'immenses défis à relever. Cela ne nous fait pas peur. C'est ce qui fait la richesse et la passion de notre engagement. C'est d'avoir décidé collectivement de nous engager pour relever les défis que nous ne pourrions pas relever seul. Quand l'avenir du pays est engagé, nous savons, nous les communistes, être au rendez-vous. Et cette année, nous avons tenu notre édition dans un moment politique crucial pour notre pays, pour la France, pour la gauche, un moment de vérité et d'accélération politique.

La décision prise dimanche dernier, avec la brutalité qui sied à ce genre de coup de force politique, par François Hollande et Manuel Valls, de pousser comme jamais les feux de leurs choix libéraux, a changé, en quelques jours, la donne politique.

La semaine écoulée annonce la couleur d'une année dans laquelle l'avenir du pays, comme celui de la gauche, conçue pour nous comme le possible espace de rassemblement des forces d'alternatives, sont en jeu.

Un gouvernement qui expulse ses récalcitrants, aussi timides soient-ils, pour se resserrer sur l'équipe la plus droitière qui soit. Deux jours après, un discours de Manuel Valls ovationné par le Medef et pour cause, puisqu'il n'a fait que dérouler la feuille de route patronale. Enfin, vendredi, deux annonces inaugurales qui en disent long sur ce qui attend le pays :

1- la démolition de la loi ALUR, pour la remplacer par une politique de logement, qui est un copier-coller du programme de la Fédération des promoteurs immobiliers. Deux ans de travail de la gauche balayés d'un trait de plume sans aucune discussion, avec aucune formation politique parlementaire.

2- l'annonce que la loi de modernisation économique que préparera Emmanuel Macron, le banquier de Rothschild, en lieu et place d'Arnaud Montebourg, sera imposée par ordonnances, c'est-à-dire sans débat du Parlement, ni possibilité d'amendements. Le travail du dimanche par ordonnances, voilà ce qu'on retiendra quand on parlera de l'entrée en action du gouvernement Valls 2.

Manuel Valls s'inquiétait, paraît-il, en juin dernier, de la mort de la gauche. On sait, aujourd'hui, qui tient entre ses mains l'arme du crime.

On sait donc à quoi s'en tenir. Ce gouvernement va jouer sans retenue son va-tout libéral, avec l'espoir qu'il parviendra à réduire toutes les résistances et à engager, enfin de manière définitive et assumée, la liquidation du PS en parti d'alternance démocrate. Ils ont quand même du travail chez les militants socialistes, car pour ceux qui ont suivi cela, Christophe Cambadélis, devant les 2 000 militants socialistes réunis dans la table ronde à laquelle je participais, a essayé de définir la carte d'identité du Parti socialiste. On a vu que ce n'était pas si simple pour lui ; « nous ne sommes pas un parti social, démocrate », – huée de la salle – « nous sommes un parti socialiste, oui, nous sommes le parti socialiste qui est un parti social démocrate ».

Il n'est pas question de laisser faire cette offensive du plan Valls 2. Le prix à payer par le peuple français de cette fuite en avant est trop lourd, pour que nous acceptions de nous y plier. Il n'est pas non plus question de laisser faire pour une autre raison : ce gouvernement a définitivement déchiré le contrat passé avec les français en 2012. Minoritaire dans le pays, dans la gauche, et même parmi les électeurs socialistes, ces choix n'ont aucune légitimité démocratique.

Ne nous y trompons pas, le spectacle auquel nous assistons depuis le début de la semaine avec l'annonce du nouveau gouvernement, n'est que l'expression exacerbée d'une crise politique qui n'a fait que l'échec patent de François Hollande. Cette démission du gouvernement Valls est un terrible aveu d'échec de François Hollande. Ce ne sont pas les roulements de mécanique et excès d'autorité du Premier ministre qui peuvent constituer un masque illusoire face à un constat sans appel : celui d'une déroute politique et économique, et d'un gouvernement ultra minoritaire dans le pays.

Oui, le gouvernement est l'expression de l'échec politique et de l'isolement de l'exécutif. Il est la démonstration de l'incapacité du Président et du Premier ministre à mener une politique qui rassemble et entraîne les forces vives du pays. Il ne tient son pouvoir que de l'extrême concentration du système présidentiel et des fondements antidémocratiques de la Vème République. La publication dans « le Monde » d'un soutien de 200 parlementaires au nouvel exécutif en témoigne : 200 députés sur 577 parlementaires, pas besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre que ça n'a jamais fait une majorité ! Bien au contraire. Et ce ne sont pas les slogans du « gouvernement de clarté » lancés par les communicants de Matignon qui masqueront cette réalité. La base électorale de la politique menée par Manuel Valls est plus infime et fragile que jamais !

Manuel Valls joue au chantage avec sa majorité socialiste : « ou moi, ou le chaos politique ! Pliez-vous devant cette politique ! ». Mais c'est lui qui, chaque jour, sape avec François Hollande sa majorité, faisant courir au pays, le risque d'une crise politique inédite et dangereuse.

Les 2 années écoulées ont été un énorme gâchis. En tournant le dos à 2 engagements essentiels, faire reculer le pouvoir de la finance et renégocier le pacte d'austérité budgétaire européen, et au contraire en s'y pliant, François Hollande a précipité la France sur une pente économique et politique dangereuse.

Le chômage est en constante régression, la croissance est quasi-nulle, la demande moribonde, l'austérité draconienne, et les déficits, et pour cause, courent toujours ... c'est un échec retentissant que le pays paie très cher.

Les choix amplifiés depuis janvier, avec les 40 milliards du Pacte de responsabilité, et les 50 milliards de réduction de dépenses publiques supprimées, soit 90 milliards sacrifiés au bénéfice des intérêts du capital entraînent le pays dans une alarmante spirale descendante.

Pour justifier cette politique, le couple exécutif tient un discours qui doit être sérieusement démonté. Ce serait une politique de l'offre. Impossible de relancer la demande, d'augmenter les salaires, de faire de la relance sociale, tant que nous ne sommes pas compétitifs, disent-ils, et pour l'être, une seule solution, aider et renflouer les marges des entreprises. Et ensuite seulement, investissements et emploi suivront. C'est la fameuse thèse de la parenthèse que développait François Hollande, quand il expliquait aux socialistes : « cela va être dur pendant deux ans, mais cela ira mieux après ». On voit bien ce qu'il en est aujourd'hui. Et bien tout cela il faut le dire, c'est de la foutaise !

La France souffre dramatiquement d'une chronique et profonde insuffisance de la demande, tirée vers le bas par l'écrasement des salaires, par la brutale dégringolade de l'emploi, de la protection sociale et, en même temps, d'une dégradation continue de l'offre productive : car l'offre productive, c'est notre industrie, ce sont nos services publics, c'est la qualité des emplois, de la formation et de la qualification, la qualité de la recherche.

Tout cela est attaqué de front par des politiques de rentabilité qui retournent systématiquement les immenses possibilités technologiques de la révolution numérique contre l'emploi, pour grossir des profits qui nourrissent les dividendes et les profits du capital.

La politique Valls-Hollande n'est pas une politique de l'offre, c'est une politique de soutien aveugle aux profits et aux marges du capital, qui laissent intacts les immenses gâchis financiers et d'immenses gâchis de richesses détournés de leur efficacité sociale.

Car nous continuons dans ce pays à produire d'immenses richesses, mais elles sont pillées et détournées de leur vocation à créer du bien commun, pour servir à une poignée de privilégiés. C'est pourquoi, nous disons avec force : « stop aux cadeaux au capital sans contrepartie, stop aux exonérations de cotisations sociales qui saignent la Sécu et encouragent les bas salaires sans soigner le véritable mal : le coût du capital ».

- 300 milliards par an, contre 150 milliards de cotisation sociales

- 325 milliards d'exonération depuis 20 ans.

- Coût du capital : 14 % en 90, 30 % aujourd'hui.

Voilà les racines de la crise, voilà ce qu'a provoqué la crise financière en 2008. Voilà ce qui empêche la France de rebondir, en l'empêchant d'investir dans le développement national, dans le redressement productif. Et c'est cette bataille contre le coût du capital, que nous avons lancée l'an dernier, qu'il faut amplifier pour faire la vérité sur l'échec de cette politique.

Oui, nous disons : plus un euro pour la finance, plus un euro qui ne serve à la relance sociale des salaires et des services publics, qui ne conforte l'investissement dans des capacités de production utiles à répondre aux besoins sociaux. C'est exactement l'inverse qui vient d'être annoncé pour le logement. Parce que, même cette loi que nous avons votée, nous l'avons jugée insuffisante. Eh bien, en retour, un système qui va consister à gaver de cadeaux fiscaux les promoteurs immobiliers pour continuer à produire des logements qui ne seront pas accessibles au plus grand nombre. Manuel Valls, qui est si rigoureux à la dépense, lors de sa présentation de toutes ses mesures, qui, je le répète sont l'exact copier-coller de la feuille de route de la Fédération des promoteurs immobiliers, lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il avait chiffré le coût de tout cela, il a répondu : « non, pas encore ». Ce qui en dit long sur le fait que ces gens-là, qui prétendent serrer les dépenses publiques, quand il s'agit de dépenser pour le capital, « là, nous ne regardons pas de trop près ». Nous, nous voulons que l'argent dépensé serve à répondre aux besoins sociaux.

Nous allons relancer notre campagne sur le coût du capital, pour dire stop à la finance, oui à la relance sociale. Dans chaque département, il faudra former des comités populaires de suivi et d'action pour tracer toutes les aides versées. Il faut regarder de près qui touche le CISE, qui touche les exonérations de cotisations sociales, il faut organiser le traçage et le contrôle populaire de l'argent versé pour exiger la réorientation de cet argent. Il faut une nouvelle loi bancaire pour réorienter le crédit et le conditionner de manière sélective. Qu'on nous explique BNP Paribas, peut dire sans broncher qu'il arrivera à absorber, sans trop de problème le paiement de la banque américaine, 6 milliards et demi d'euros, alors qu'elle n'aurait pas d'argent. Qu'on nous explique les crédits à l'industrie sont en baisse, et le crédit aux holding financiers en hausse de plus de 16 % l'année dernière ; qu'on nous explique comment les dividendes du CAC 40 peuvent continuer à augmenter à un tel rythme, quand l'investissement continue à chuter. Oui, nous devons amplifier cette campagne, la transformer en une campagne d'action pour aller demander des comptes au nom de la France et avec les Français qui travaillent et qui souffrent, nous allons demander des comptes au capital. Oui, messieurs les actionnaires, le temps est venu de rendre des comptes aux Français.

N'acceptons pas la feuille de route du Medef, car si nous les laissons faire, tout y passera : la Sécu, les reculs sociaux, les 35 heures, le code du travail, le travail du dimanche.

Exigeons au contraire d'ouvrir partout le dossier des salaires et du pouvoir d'achat.

La moitié des Français ne paient pas d'impôts, et la TVA rapporte deux fois plus que l'impôt sur le revenu. Il faut combattre cette fable, selon laquelle la moitié des Français ne payeraient pas d'impôt. Au contraire, avec l'augmentation de la TVA, les Français paient de plus en plus d'impôt, et sont de plus en plus dans la difficulté.

Eh bien, nous allons rouvrir ce dossier de la justice fiscale. Nous avons décidé que nos deux groupes parlementaires tiendraient, au mois d'octobre prochain, à l'Assemblée nationale, les États généraux de la justice fiscale. Et nous allons aborder la bataille parlementaire qui s'annonce, la bataille du budget avec des propositions que nous voulons faire soutenir dans tout le pays. Et cette initiative sera relancée à l'occasion d'un débat à la Fête de l'Humanité.

Le pire dans cette politique, c'est qu'elle est non seulement catastrophique à court terme, mais en plus, elle réduit pour des années la capacité de la France à préparer l'avenir. Un nouveau monstre frappe à la porte. Des possibilités immenses de travailler autrement, de partager le savoir grâce à la révolution numérique, des possibilités et des forces immenses en France, en Europe, dans le monde sont prêtes à s'engager pour défricher les voies de cette nouvelle manière de faire le monde, de faire cette société. Eh bien que faisons nous pour nous engager dans cette voie ? Rien !

Il faudrait investir dans la formation, investir dans l'école, investir dans une école de l'égalité pour tous, et on dit tous les matins qu'il n'y a pas d'argent pour le faire et l'on sait qu'à nouveau cette rentrée scolaire va être placée sous le signe de l'inégalité. Inégalités face aux rythmes scolaires, qui créons des activités plus ou moins payantes, inégalités face aux moyens, la baisse des moyens va à nouveau reprendre dans l'Éducation nationale.

Où et quand on investit dans ce pays, pour promouvoir et développer le système productif et anticiper en partageant le travail, la manière de produire ?

Où et quand investit-on dans ce pays pour promouvoir et développer la mutation et notre système productif et anticiper en partageant le travail ? Où et quand investit-on sérieusement dans la révolution énergétique, dans la transition écologique ?

Où et quand investit-on dans les Services publics, le logement, les transports, la santé.

Dans tous les domaines on fait le contraire et l'on sacrifie les possibilités de la France de construire un avenir à la hauteur des défis contemporains du 21e siècle.

Eh bien, là aussi, nous relayons toutes ces batailles.

Nous tiendrons par exemple au mois de novembre, une grande convention nationale sur l'industrie, pour discuter de ces enjeux d'avenir. Une convention nationale organisée à l'initiative du PCF. Et nous tiendrons aussi de très nombreuses initiatives toute au cours de cette année, sur la question de la transition écologique, avec l'ambition de préparer la conférence internationale sur le climat, qui va se tenir, fin 2015, à Paris.

Nous avons d'ailleurs décidé de prendre une initiative inédite. Nous avons décidé, sous l'impulsion de nos secteurs Écologie, animé par Hervé Bramey et International, animé par Lydia Samarbakhsh, d'écrire à toutes les forces progressistes, dans le monde, avec lesquelles nous travaillons, pour engager un travail politique de préparation de cette conférence internationale.

Nous voulons à cette occasion franchir une étape, en France, en Europe, dans le monde, de la qualité et du niveau de notre intervention sur ces questions de la transition écologique et d'une lutte efficace pour la préservation du climat et contre les risques que fait courir le capitalisme international.

Avec leurs politiques aveugles et capitalistes, ils passent à côté de ce nouveau monde.

Rien pour le travail avec le BRICS, rien pour favoriser l'émergence d'un nouveau monde de paix. Non, la France s'engage dans tous les mauvais coups, dans la défense d'intérêts occidentaux de plus en plus étroits et anachroniques.

Juillet et août ont été des mois de souffrances, de chaînes de violence, de destruction et de mort en Palestine, en Irak, en Syrie, en Libye, ou encore en Ukraine. Je veux redire ici toute la solidarité du PCF avec le peuple palestinien.

L'armée israélienne a massacré 2 143 Palestiniens dont 577 enfants, 263 femmes et 102 personnes âgées, blessé 11 230 personnes dont 3 374 enfants, détruisant 11 000 bâtiments, 46 000 logements, 141 écoles publiques et 136 écoles de l'ONU, 17 hôpitaux et cliniques, des fermes, des parcs ... au terme de 51 jours, Israël s'est vu contraint à un vrai cessez-le-feu mais il faut aujourd'hui redoubler d'énergie dans la solidarité internationale pour que cessent l'occupation, la colonisation des territoires palestiniens et que le blocus illégal de Gaza soit immédiatement levé. La reconstruction de Gaza va coûter au bas mot 4 milliards d'euros et prendre des années, peut être dix ou quinze ans.

Alors, il est grand temps qu'un pays comme la France – qui sait au plus profond de son histoire ce que c'est que d'avoir été un pays occupé – dise à Israël : «Vous n'êtes pas au-dessus du droit international ! Vous l'avez violé, vous avez commis des crimes de guerre dont vous devez répondre !»

Oui, un pays comme la France – qui sait au plus profond de son histoire ce que c'est pour un peuple que de résister à l'oppression pour exister – doit aujourd'hui agir pour des sanctions contre Israël jusqu'à la levée du blocus, agir pour le boycott jusqu'à la destruction du mur de la honte, suspendre toute coopération tant que la colonisation se poursuivra et que les prisonniers politiques seront enfermés...

Oui, j'insiste, un pays comme la France – qui sait combien les femmes et les hommes de paix peuvent être objets de haine et de violence – doit prendre l'initiative pour ouvrir une nouvelle ère en Palestine, au Proche-Orient mais aussi pour le monde.

Car la situation internationale que nous traversons souligne bien l'échec de la stratégie autoritaire (qu'elle soit interventionniste ou de « soft & smart power ») des grandes puissances poursuivie depuis la chute du Mur de Berlin et particulièrement depuis les attentats du 11 septembre à New-York.

Cette situation souligne aussi le vide que cette stratégie a créé dans les chancelleries, tant américaine que britannique ou française.

Nombreux sont ceux qui ont joué aux apprentis sorciers et qui maintenant ne savent même plus quoi faire devant la progression de forces aussi violentes et destructrices que l'État islamique. François Hollande propose une conférence internationale mais veut aussi décider de qui pourra y venir ; s'il s'agit d'une énième coalition « occidentale » qui prendrait d'ores et déjà pour acquis une partition ou un éclatement de l'Irak, nous savons déjà que c'est voué à l'échec. En tout état de cause, rien de l'avenir de l'Irak, de son intégrité territoriale ne peut se décider sans les forces démocratiques irakiennes. La solution est d'abord politique. La barbarie de l'État islamique doit être stoppée, et le courage de l'armée kurde est à cet égard exemplaire ; mais il faut aussi assécher le puits : les livraisons d'armement, les filières de trafics mafieux, la dislocation de l'État irakien, l'exploitation des richesses du pays au détriment des besoins de la population et de développement. C'est sur tous ces « fronts »-là qu'il faut attaquer en même temps.

Et cela ne peut pas être le fait d'un État seul ; la solidarité et une véritable coopération sont indispensables. La situation internationale nous montre à quel point oui il est incontournable de rétablir le véritable cadre multilatéral politique et diplomatique de résolution et de prévention des conflits qu'est à l'origine l'ONU où toutes les nations, tous les peuples, les États selon ses principes fondateurs sont réellement à égalité.

Car, nulle part, il n'existe de solution militaire aux crises, gravissimes, qui se déroulent. Au contraire, la solution militaire en prépare toujours de nouvelles, toujours plus profondes et graves, comme nous le voyons aujourd'hui en Libye.

Il n'existe nulle part de solution militaire, ni en Syrie – où tous les rapports internationaux le confirment –, ajouter de la guerre à la guerre n'assurera aucun résultat car il n'y aura jamais de vainqueurs ; pas plus qu'en Ukraine où, d'une part, le pouvoir à Kiev et ses soutiens américains, allemands, français, polonais avec l'OTAN et, d'autre part, la Russie s'entraînent mutuellement dans l'escalade militaire. Si nous ne pouvons accepter que la Russie envoie des soldats combattre en Ukraine, nous n'acceptons pas plus le massacre qui a eu lieu en mai dans la maison des syndicats d'Odessa faisant officiellement 50 victimes, ni la guerre que mène depuis son élection le président Porochenko dans l'est du pays. La voie militaire est une impasse dramatique. Aujourd'hui, c'est à l'initiative politique de reprendre le dessus, et l'UE – plutôt que de laisser l'OTAN surenchérir – devrait travailler à deux objectifs :

1- l'arrêt sine die des combats et l'ouverture immédiate sous l'égide des Nations Unies d'une conférence nationale permettant aux Ukrainiens d'élaborer une issue politique à la crise ;

2- l'UE doit maintenant s'engager dans l'élaboration avec son voisin russe d'un cadre régional de coopération et de sécurité commune. Il faut que l'UE accepte l'idée de devoir discuter et se mettre d'accord avec la Russie.

Il n'y a pas de solution simple aux crises que nous traversons, mais il n'est rien d'irrémissible si la volonté politique se met en action, c'est cela je crois qui est attendu d'une puissance comme la France, la 5e mondiale, quand elle siège au Conseil de sécurité.

Dans le cadre de ces batailles internationales, il faut amplifier la bataille que nous avons menée depuis des années, pour transformer et refonder l'Union européenne.

Une des causes de la crise actuelle sont les politiques d'austérité qui sont imposées de façon de plus en plus autoritaire.

Si les événements nationaux nous ont empêchés, et les débats dans le Front de gauche, de mener la campagne européenne qui méritait d'être menée, au niveau nécessaire, n'oublions pas l'immense travail que nous avons accompli au PGE et la nomination d'Alexis Tsipras, comme candidat à la Présidence de l'Union européenne, a permis à des forces importantes en Europe, de progresser, d'émerger comme en Slovaquie, ou dans d'autres pays européens, de se conforter et le groupe de la Gauche unitaire européenne comptait 35 députés avant l'élection, elle en compte à présent 52.

Je rappelle que le PGE a pris la décision de tenir au printemps 2015, un forum des alternatives, auquel nous avons l'ambition de donner une très grande importance. Ce forum européen des alternatives, par décision du Parti de la Gauche européenne se tiendra en France, et nous serons les organisateurs de ce forum. Il se tiendra probablement en mai, et pour-quoi pas, avec nos partenaires européens, le week-end des 29, 30 et 31 mai 2015, dix ans après notre victoire contre le Traité constitutionnel.

Il nous faudra amplifier la campagne que nous avons démarrée sur le Traité transatlantique qui menace nos emplois, nos cultures, et l'ensemble des peuples européens.

Enfin, permettez moi, d'aborder un enjeu clé, un enjeu maintenant fondateur de toute sortie de crise : l'enjeu démocratique.

Oui, l'heure est venue de refonder la démocratie, de repousser les tentations autoritaires qui montent de partout en France et en Europe, de refonder la République, d'en inventer une nouvelle, la VIe République.

Les institutions de la Ve République sont arrivées à bout de souffle. Les pouvoirs personnels sans cesse exacerbés par Nicolas Sarkozy, maintenant par François Hollande, deviennent un très grave problème démographique de notre pays.

Le Parlement bafoué et l'annonce par Manuel Valls, qui allait légiférer par ordonnance, dès le mois d'octobre, est une nouvelle attaque à l'égard des droits du Parlement.

Nous devons relancer la bataille pour la transformation et la démocratisation des institutions, pour la proportionnelle aux législatives, pour le droit de vote des étrangers.

Il nous faudra d'ailleurs dans tous les domaines, renforcer la bataille pour les droits et l'égalité.

Les droits et l'égalité sont de plus en plus, et gravement, menacés, les droits des femmes qui subissent dans toute l'Europe des attaques gravissimes, qui ont vu, même en France, renaître des forces, des traitements rétrogrades et qui vont continuer à essayer de porter des coups systématiques contre les droits des femmes.

Quand on entend Emmanuel Macron déclarer «qu'une femme enceinte de huit mois devrait avoir le droit de ne pas continuer le travail en position debout», peut-être ne sait-il pas que le congés maternité est à 7 mois.

Les chiffres récemment publiés sur le travail de nuit des femmes en montrent une explosion incroyable dans notre pays et en Europe.

Il va donc y avoir une bataille pour les droits extrêmement importante à mener.

Nous devons aussi mener une bataille très importante contre la réforme territoriale, que le gouvernement continue à vouloir imposer au pays. Cette réforme de la démocratie est au service de politiques d'austérité. La prétendue fable sur les économies n'a jamais été démontrée par personne.

Au contraire, les gâchis créés par cette réforme auront des conséquences qui risquent de coûter très cher.

C'est une atteinte très grave au tissu démocratique national. Et on voit bien, le gouvernement, de plus en plus en difficulté, invente chaque jour des rustines plus pitoyables les unes que les autres. On créerait pour les départements ruraux une espèce de sous-statut. Si on laisse faire, ils vont s'engager dans une rupture d'égalité. Car, tous les citoyens ont droit aux mêmes institutions. Nous n'acceptons pas les institutions à la carte, avec des sous-institutions pour les uns, comme s'il y avait des sous-citoyens. Ils ne savent même pas, à force d'improviser cette réforme, dire quand vont se dérouler les élections cantonales, même les élections régionales. Vous avez entendu qu'ils annonçaient des élections, en même temps, en décembre 2015, après les avoir repoussées les unes et les autres. Ils disent maintenant que ce sera impossible, que ces élections auront lieu en juin ou en mars ! Pourquoi pas dans trois semaines, pendant qu'on y est ! Méprise de la démocratie, des citoyens, où est le débat ?

Nous allons lancer à la Fête de l'Humanité, une pétition nationale, pour exiger la consultation des Français par référendum, sur l'ensemble des réformes institutionnelles. Il faudra mener cette campagne pour la République, dans toutes nos communes, dans toutes les campagnes, dans la campagne sénatoriale qui est engagée.

Et nos listes, celles que nous conduisons dans la plupart des départements de France, avec nos candidats pour rassembler les élus locaux et les grands électeurs feront entendre la protestation contre cette improvisation permanente de la réforme territoriale.

Et j'espère, même si la politique gouvernementale et le désastre des municipales mettent sérieusement en danger et la majorité de gauche au Sénat, et la propre reconduction de nos propres élus, nous nous battons avec courage pour cette campagne sénatoriale, pour maintenir les sénatrices et les sénateurs, et vous savez l'importance de ce groupe auprès de l'Assemblée nationale, dans le travail parlementaire.

La bataille pour la République, c'est la bataille pour la démocratie sociale. Ce qui est engagé contre la disparition des seuils sociaux est un scandale pur et simple.

Depuis quand l'existence d'un délégué syndical dans une entreprise serait une entrave à la création d'un syndicat ? C'est la gauche qui disait cela, « que les syndicalistes sont un obstacle à l'emploi » ? Il suffit d'aller dans n'importe quelle entreprise de France pour discuter avec les syndicalistes et les entendre dire, expliquer les projets qu'ils ont pour l'emploi.

C'est parce qu'on n'écoute pas les syndicalistes que l'on détruit l'emploi.

Nous pouvons gagner la bataille nationale pour empêcher la remise en cause des droits sociaux en France. Nous déploierons, à cette occasion, la relance de notre bataille pour les nouveaux droits des salariés et il y a quantité de batailles en France, la bataille victorieuse des Fralib, des Pilpa, Alstom, les Pétroplus, dans les banques, qui montrent combien les nouveaux droits serviraient l'emploi et le redressement national.

Vous l'avez compris, c'est à une rentrée dans l'action que je vous appelle. Une rentrée de mobilisation pour stopper la politique désastreuse et imposer dans le débat politique d'autres solutions. Oui, nous pouvons le dire haut et fort au moment où le gouvernement Valls essaie de faire silence dans les rangs, une autre politique de gauche est possible. La France en a les moyens, elle a les forces pour le faire, à condition de donner du courage aux forces populaires, au monde du travail, aux forces de la gauche. Et pas en les désespérant, comme le gouvernement le fait tous les jours. Et ce que j'ai vécu à la Rochelle, me conforte dans l'idée que c'est possible.

Oui, l'action pour des solutions, face à l'échec gouvernemental, voilà notre feuille de route, pour la rentrée et pour toute l'année qui vient.

Pouvons nous imposer ces solutions ? Je sais que devant la difficulté, les citoyens, les Hommes et les Femmes de gauche, et parfois des militants parmi nous, doutent de cette possibilité. Eh bien je crois que c'est possible et je vais vous dire comment.

Le gouvernement joue avec le feu ; autoritarisme, silence dans les rangs, chantage à la crise, au FN, pour faire taire toute contestation. S'ils parvenaient à leur fin, si le débat se réduisait effectivement à ce triste choix, entre la droite dans l'état où elle est, et la politique de Valls, alors là il y aurait fort à craindre pour l'avenir politique du pays, parce que c'est cette attitude-là qui crée un boulevard pour le FN, et l'appel des pyromanes, à l'approche des élections de ceux qui auraient allumé ce feu, pour l'éteindre, ne parviendraient pas alors à éteindre l'incendie.

Rendre crédible une alternative de Gauche, de progrès, ce n'est pas seulement avancer nos solutions. C'est mettre désormais en mouvement toutes nos forces, toutes nos énergies militantes pour mettre dans l'action des millions de Français pour les porter et les rendre incontournables.

Voilà pourquoi la relance de notre travail de rassemblement avec de nouveaux objectifs beaucoup plus ambitieux est absolument indispensable. Nous devons mener ce travail de rassemblement, le plus large possible, en toute circonstance, sans aucune exclusive, sans a priori.

Il faut ranger les étiquettes dans les tiroirs. Il y a le feu à la maison. Parce qu'il y a des millions de Français qui sont dans une telle souffrance, dans une telle pauvreté de vie, que sans la solidarité concrète au quotidien, ils ne peuvent pas rentrer dans l'action et trouver le chemin d'une politique qui les concerne. Nous avons besoin de réseaux populaires au quotidien pour mener ce travail. Et nous devons mener ce travail de rassemblement dans toutes les échéances politiques qui se présentent. A qui s'adresser ? Il faut s'adresser sans aucune exclusive, sans aucune retenue, à toutes les femmes et à tous les hommes qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale actuelle.

Ces forces existent dans toutes les forces vives de la gauche, dans toutes les forces populaires, y compris celles et ceux dont les repères politiques sont brouillés par cette situation. Je l'ai dit, laissons les étiquettes au vestiaire et soyons audacieux et confiants dans notre peuple et dans la capacité de rassembler. C'est comme cela que nous redonnerons confiance à beaucoup de gens qui l'ont perdue.

J'ai fait la démonstration, à la Rochelle, que le fait d'avoir répondu à cette invitation, – décision prise collectivement et unanimement par la direction du parti –, je sais qu'elle avait fait discuter. Je crois que nous avons fait la démonstration que c'était le chemin à suivre.

Il faut parler avec les socialistes désorientés, avec EELV, comme nous le faisons depuis leur sortie du gouvernement. Je me rendrai à l'université d'Un monde avance, à celle de Maintenant la Gauche, j'irai partout où je serais invité.

Il faut discuter, avec ATTAC qui vient de tenir son université d'été, avec le monde associatif, avec les syndicats, avec tous ceux qui veulent trouver une issue à cette situation dramatique. C'est dans cet état d'esprit que les représentants du parti se rendront à la rencontre du Front de gauche, le 6 septembre. Oui, il faut relancer le Front de gauche avec de nouveaux objectifs, plus ambitieux, et il faut avancer dans le débat politique.

Le Front de gauche n'est pas un échec. Le Front de gauche a créé un espoir, il n'a pas gagné toutes ses batailles, c'est vrai, mais il a mis en mouvement des millions de gens, qui attendent la relance du Front de gauche. Nous devons travailler à cette relance avec de nouveaux objectifs.

Travailler à différents niveaux, élargir le Front de gauche, travailler avec les forces disponibles à gauche. C'est avec ces objectifs que nous participons à la réunion du 6 septembre. Et c'est comme cela que nous croyons possible d'entraîner toutes les forces du Front de gauche. C'est la meilleure chose à faire.

Certains pensent que la gauche est dépassée. Il faut tourner cette page. Nous n'opposons pas rassembler la gauche et rassembler le peuple. Nous devons travailler dans le même mouvement à rassembler les peuples, rassembler la Gauche, les forces vives de la gauche désorientées, rassembler ces forces populaires dont une partie a perdu ses repères entre la gauche et la droite. Nous devons mener de front ces deux efforts qui doivent converger.

La Fête de l'Humanité doit être le premier grand rendez-vous. Nous allons prendre des dispositions exceptionnelles. Et surtout, après ce qui s'est passé ces dernières semaines, nous allons inviter à la Fête toutes ces femmes et tous ces hommes qui ne se reconnaissent pas dans la politique gouvernementale, et qui doivent désormais travailler ensemble. Les communistes devront réserver l'accueil qui se doit, à toutes ces forces, qu'elles soient socialistes, écologistes, qu'elles aient pris telles ou telles décisions, dans les deux dernières dont certaines peuvent être discutées, contestées. La Fête de l'Humanité doit être une grande fête de l'unité populaire.

Après la Fête de l'Humanité nous préparerons la Conférence nationale du Parti, convoquée pour les 8 et 9 novembre. Il faudra aller vers de nouvelles étapes après cette conférence nationale. Nous tirerons le bilan de ce que nous avons fait dans les semaines à venir. Et nous allons nous lancer dans un grand travail pour mettre en débat, dans tout le pays, nombre de projets politiques, ce que nous avons appelé, à notre dernier congrès, notre communisme de nouvelle génération. Parce que oui, pour redonner du sens à tous les combats, il faut parler de l'avenir du monde, et de l'avenir de la société toute entière.

Nous publierons, à cette occasion, un texte, auquel travaille le Comité du projet, qui pointera où nous en sommes sur la définition de notre projet de société. Ce texte sera un appel à la mise en débat de toutes les forces sociales, politiques, qui veulent travailler avec nous.

Et nous tiendrons avant notre prochain congrès, une convention nationale du projet, pour avancer et progresser encore.

Nous tiendrons aussi, dans l'année qui vient, peut-être un peu plus tard, en fonction des échéances politiques, mais avant le congrès, une grande conférence intellectuelle, pour rassembler les immenses forces qui sont prêtes à se mettre au travail. Et la qualité des intervenants, dans cette université d'été, – comme beaucoup d'autres contacts que nous avons les uns et les autres – montrent que d'immenses forces intellectuelles sont disponibles et nous devons franchir une nouvelle étape.

Nous tiendrons, le dimanche matin, de la conférence nationale – le 9 novembre – une séance exceptionnelle, sous forme de 10 ateliers décentralisés, sur tous les thèmes de notre projet. Cette séance sera ouverte à tous les adhérents du parti. Nous rendrons publics ses contours, lors du Conseil national du 19 septembre.

A la suite de cette conférence nationale, nous organiserons un grand tour de France, pour aller dans toutes les régions. Je me rendrai personnellement dans de grandes initiatives politiques, dans l'ensemble des futures régions, d'ici 2015.

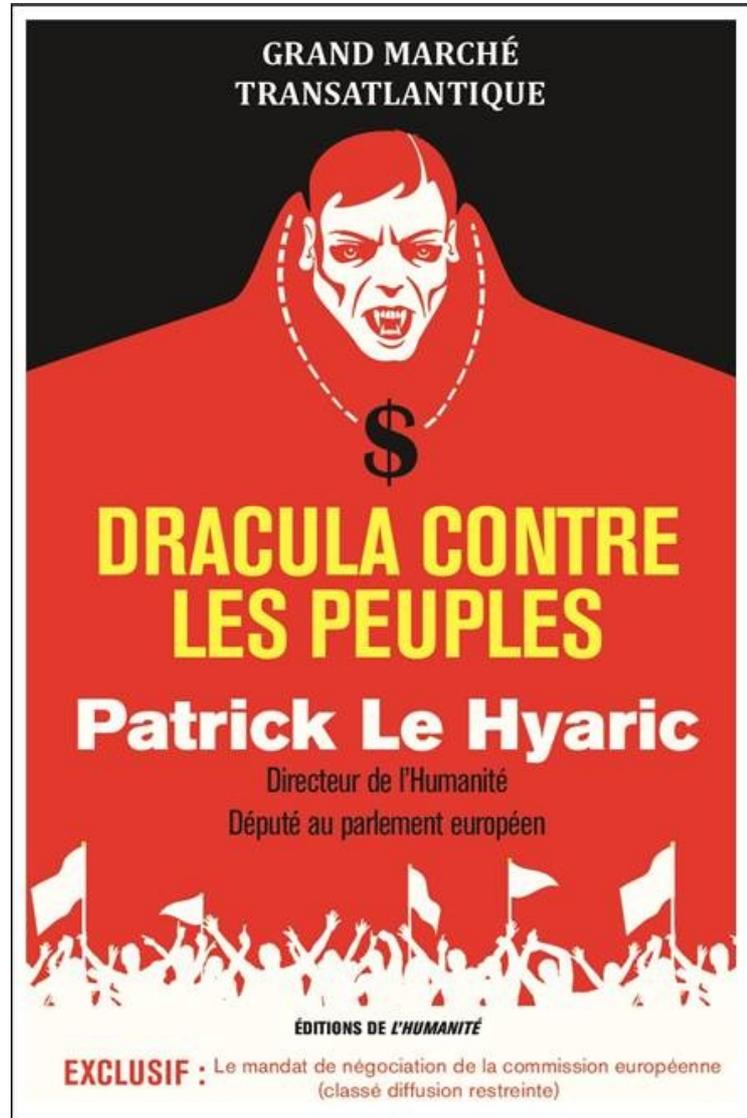
Un dernier mot sur l'engagement, la plus belle et la plus utile chose dans le monde que nous connaissons. Soyons fiers de notre engagement communiste et faisons-le savoir. Un air flotte pour clamer la fin des partis. Nous n'y croyons pas. Ce à quoi nous croyons, c'est à une nouvelle génération de partis, où les pratiques de réseaux, de partage sont démultipliées.

Notre parti n'en a pas fini avec ses transformations. C'est une œuvre de longue haleine. Nous la menons avec détermination.

2 congrès en 2016 et 2019. Ces 2 congrès nous mèneront, en 2020, vers le centenaire du Parti, celui qui dira avec clarté pour le XXIe le communisme de nouvelle génération que nous construirons pas à pas. Le travail que nous menons nous aidera à faire du Parti Communiste, un beau parti pour le XXIe siècle.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



refonder la République

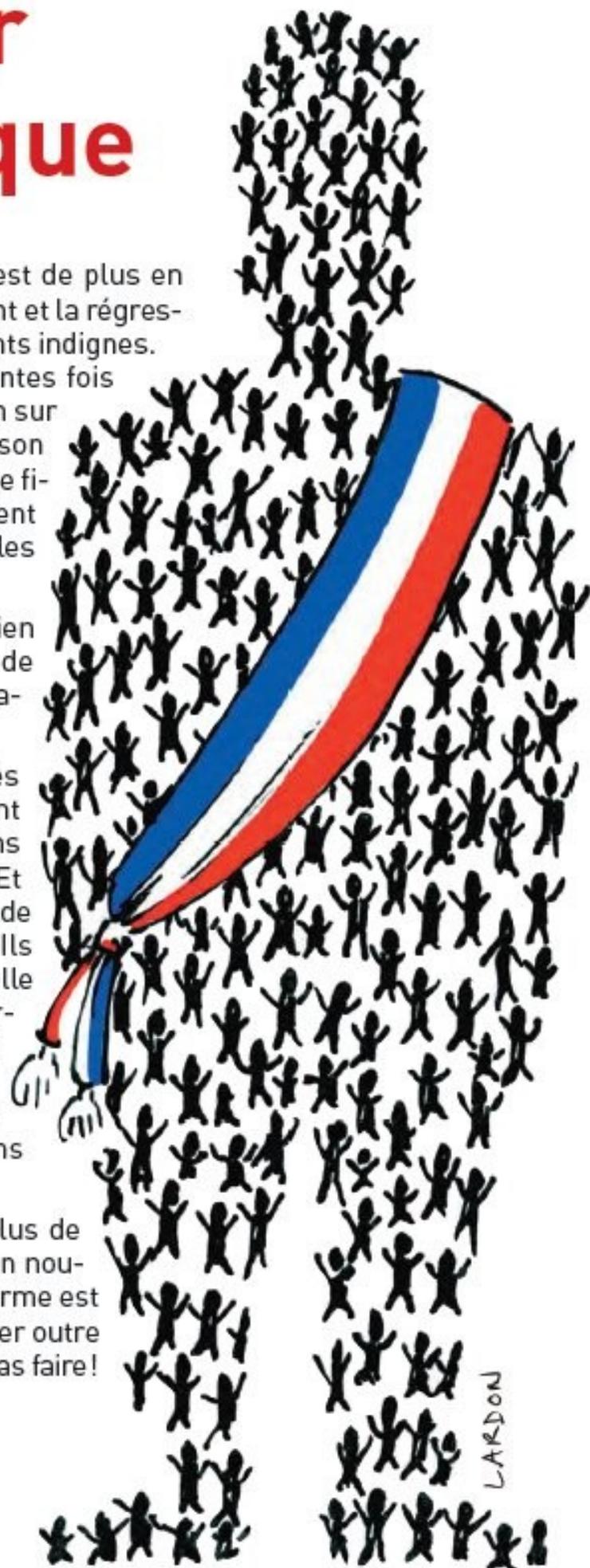
La défiance à l'égard de la politique est de plus en plus grande. Parce que le renoncement et la régression accompagnent des comportements indignes.

Et parce que la parole populaire a été maintes fois piétinée, comme en 2005 lors du référendum sur la Constitution européenne. Vous avez raison d'être en colère. Parce que la petite oligarchie financière qui exerce un pouvoir exorbitant sent le mécontentement, elle veut verrouiller les institutions afin de garder le pouvoir.

Au lieu de refaire de la République notre bien commun, le pouvoir en place est en train de s'attaquer à ses fondements. Au diable l'égalité et la participation citoyenne !

Nos institutions, notamment les collectivités locales, sont à la veille d'un bouleversement majeur, imposé par le gouvernement, sans consulter les citoyens ni les élus locaux. Et pourtant, ces bouleversements sont lourds de conséquences pour nos vies quotidiennes. Ils vont conduire, sous le prétexte d'une nouvelle cure d'austérité, à réduire un peu plus les services publics dont nous avons besoin. Ils vont aggraver la mise en concurrence des territoires et donc des salariés entre eux. Ils vont réduire beaucoup le poids des citoyens dans les décisions.

Alors même que nous aurions besoin de plus de transparence, de participation citoyenne, d'un nouvel élan démocratique, l'objectif de cette réforme est d'imposer les politiques libérales. Et de passer outre la souveraineté du peuple. Ne nous laissons pas faire !



L'ESSENTIEL

- On nous amuse avec les débats sur le nouveau contour des régions. L'essentiel de la réforme institutionnelle est ailleurs.
- La réforme va éloigner les décisions des citoyens, dévitalisant la commune et le département.
- L'augmentation de la taille des territoires (régions et intercommunalité) n'est pas un gage d'efficacité, c'est le contraire d'une gestion de proximité.
- Loin d'encourager un développement harmonieux des territoires, cette réforme va exacerber leur concurrence et aggraver les inégalités.
- L'attaque de la clause de compétence générale des collectivités, leur permettant de se saisir de tout problème sur leur territoire pour y remédier, est une atteinte grave aux libertés démocratiques.
- Il s'agit au fond d'une recentralisation autoritaire qui vise à imposer une cure d'austérité aux collectivités et aux services publics locaux.
- Les estimations d'économies (de 12 à 25 milliards d'euros) sont fantaisistes : elles se feront sur le dos des usagers.

le charcutage « libéral » des régions

La réforme des collectivités portée par le gouvernement se caractérise par deux projets de loi. Le premier vise à réduire démagogiquement le nombre d'élus et à redécouper nos régions pour qu'elles acquièrent la taille dite « européenne ».

Dans ce domaine, comme dans d'autres, l'Allemagne tient lieu de modèle, sans considération aucune pour les réalités géographiques, culturelles et même économiques de nos territoires. On organise ainsi l'impuissance publique.

À celle de l'État, va ainsi s'ajouter celle des collectivités territoriales, prises pour cible, privées de ressources suffisantes, et peu à peu mises au pas. Se construit ainsi une hyper concentration des pouvoirs, qui sera soumise à une puissante technocratie fondée dans le moule de Bruxelles et placée aux ordres des grands groupes. Pour décider, il s'agit de se passer du peuple, le plus possible.

Au-delà de la question du découpage qu'on agite sous notre nez, c'est bel et bien une stratégie pour une nouvelle « gouvernance » visant à élargir le champ de la concurrence libre et non faussée à l'ensemble des services publics relevant des collectivités locales.

C'est l'objet de la seconde réforme.

la réforme : les faits

Les principales dispositions qui ont été annoncées par le Premier ministre seront déclinées par deux projets de loi gouvernemental, en cours d'examen au Parlement et dont l'un nécessite une révision constitutionnelle (suppression des conseils généraux) :

- la réduction du nombre de régions de 22 à 13 pour atteindre la taille « européenne » ; elles auront plus de responsabilités et seront seules compétentes en matière de développement économique, de transports, et d'infrastructures scolaires pour le second degré
- la disparition des conseils généraux d'ici 2020 ; leurs responsabilités (sociale, collèges, infrastructures de transport...) seraient transférées aux régions et aux intercommunalités.



LES 5 MENSONGES DE LA RÉFORME

Des collectivités plus grandes sont plus efficaces !

C'est l'une des principales idées reçues sur laquelle repose la réforme. Pourtant, la taille n'est pas forcément un gage d'efficacité économique. Bien au contraire : l'hypertrophie des régions et la logique de métropolisation vont renforcer la concentration de ressources et des pouvoirs entre quelques mains, et encourager le développement de « baronnies », déconnectées des réalités locales. Plus que par la taille, c'est bien par une coopération renforcée et volontaire entre les territoires, et dans la participation des populations que les services publics seront plus efficaces.

On va réduire le mille-feuille administratif !

L'organisation administrative du territoire comptait jusqu'alors 3 échelons, la commune, le département et la région, ainsi qu'un espace de coopération intercommunale. Avec la création des « métropoles », c'est bien une strate supplémentaire qui va être créée, n'améliorant pas la lisibilité de l'organisation territoriale, et ce d'autant plus que le poids du corps préfectoral dans les processus de décision va être accentué. Les départements, qui ont en charge l'essentiel de l'action sociale sont dans le viseur. La raison est toujours la même (et ce n'est pas parce que c'est trop « complexe ») : faire des économies, pendant que les actionnaires touchent leurs dividendes.

On va améliorer la lisibilité des politiques publiques !

La compréhension et la confiance des citoyennes et citoyens n'est pas une question bureaucratique. C'est en informant et surtout en associant plus et mieux ces derniers aux décisions qui les concernent que ce lien se renforcera. C'est aussi par une plus grande transparence des élu-e-s et de leurs politiques, c'est en rendant compte régulièrement

de leur mandat et de leurs engagements devant la population que la lisibilité et la confiance seront rétablies.

On va faire des économies !

Le gouvernement annonce entre 12 et 25 milliards d'euros d'économies. Ces économies seraient obtenues en rationalisant des dépenses et par la suppression des doublons. En réalité, même au sein de la majorité parlementaire socialiste, ces chiffres sont perçus comme fantaisistes. Les seules économies qui seront réalisées sont celles annoncées par le gouvernement, notamment la baisse de 11 milliards de dotations aux collectivités. Des « économies » qui se feront sur le dos des usagers des services publics ; au final, ce sont des réseaux routiers à l'abandon, des infrastructures de santé supprimées, des budgets de politiques sociales amputés... Les collectivités n'auront alors d'autres choix que de réduire le service à la population, d'accroître un peu plus la pression sur le contribuable et de confier aux appétits du privé des pans entiers du service public.

C'est la poursuite de la décentralisation !

La réforme des collectivités est présentée par le gouvernement comme une poursuite de la décentralisation. C'est pourtant tout le contraire. Avec notamment la suppression de la clause de compétence générale (*voir encadré « La commune dévitalisée »*), les collectivités locales vont sortir affaiblies.

Alors qu'elles ont conscience d'une responsabilité sociale forte qui les pousse souvent à faire preuve d'inventivité, tant dans les dispositifs qu'elles déploient que dans les processus démocratiques qui y conduisent, cette réforme est une recentralisation autoritaire visant à imposer la mutation libérale de notre société.

LA COMMUNE DÉVITALISÉE

Loin des déclarations du président de la République présentant la commune comme « une petite République dans la grande », la réforme territoriale prévoit bien la disparition des communes comme principale structure de proximité et d'efficacité de l'action locale : ce rôle est désormais dévolu aux intercommunalités dont les compétences seront renforcées.

En parallèle, la taille de ces intercommunalités sera augmentée en dépit du bon sens pour obéir au dogme du gigantisme : elles devront regrouper 20 000 habitants minimum en zone rurale et 200 000 en zone urbaine. Loin de la coopération intercommunale volontaire et de projet, ce sont bien des schémas directifs et contraignants qui vont prési-

der au nouveau découpage de la carte des intercommunalités, sans consultation ni des élu-e-s ni des populations.

Une course à la démesure qui, loin de rapprocher les citoyens de leurs élu-e-s et des centres de décision, va creuser un peu plus la fracture démocratique et dévitaliser les communes qui représentaient, depuis la révolution française, le cœur battant de notre vie démocratique.

Ce démontage de la vie démocratique locale se manifeste également par la volonté de supprimer la clause de compétence générale aux collectivités. C'est pourtant une liberté fondamentale qui leur est retirée, une capacité d'intervention générale, la capacité de se saisir de tout problème sur leur territoire.

CE QUE PROPOSE LE PCF

La crise des institutions de la V^e République, la crise de confiance du peuple français dans la vie politique appellent une autre réforme. Le Parti communiste, au cœur du Front de gauche, propose une véritable refondation de notre République :

- Pour commencer, **une assemblée constituante** serait chargée de mener un vaste débat national, creuset d'une nouvelle République, débarrassée notamment du présidentialisme, de la professionnalisation de la vie politique et du cumul des pouvoirs.
- **Les collectivités, au cœur de cette nouvelle République**, seraient organisées selon 4 principes : démocratie, proximité, coopération, services publics. Toute modification des limites territoriales d'une collectivité doit être fondée sur une volonté partagée et sur un projet politique et culturel cohérent. Toute modification doit être validée par un processus démocratique débouchant sur un référendum. C'est au citoyen de décider.
- Une **réforme de la fiscalité** permettant aux pouvoirs publics d'avoir les moyens d'agir pour l'intérêt général et la réponse aux besoins humains sera mise en œuvre prioritairement.

Sans attendre, le Parti communiste organise partout en France des rencontres avec élus, associations, syndicats, citoyens, ouvertes à tous ceux et celles qui veulent apporter leur pierre à ces enjeux : refusons la casse des communes, départements et régions.

Oui, la politique peut encore servir à quelque chose ! Changeons les institutions pour reprendre le pouvoir. Exigeons tout de suite un référendum sur la réforme des collectivités.



SIGNEZ LA PÉTITION POUR UN RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

Les députés communistes portugais vont porter la question de la sortie de l'euro au Parlement européen (extraits)

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Ce 29 août, les trois députés européens du PCP ont mis les pieds dans le plat de la remise en question de l'intégration à une Europe « néo-libérale, militariste et anti-démocratique » incarnée par le nouveau président Donald Tusk, rejetée massivement par les peuples. Le PCP pose la question qui fâche : et si on envisageait de sortir de l'Euro ?

« Préparer la sortie de l'euro et renégocier la dette »

Au cours de cette conférence de presse, les trois députés du PCP – Joao Ferreira, Inés Zuber et le nouvel élu Miguel Viegas – ont fixé une ligne de conduite à porter dans l'enceinte du Parlement européen : « renégocier la dette et préparer la sortie du Portugal de l'euro ».

Le jeune député Joao Ferreira a livré un constat sans appel de l'intégration à la monnaie unique : « Cela fait longtemps que le Portugal souffre d'une intégration à une monnaie déconnectée des conditions réelles de la base productive du pays et de ses besoins sur le plan économique ».

Et la catastrophe de l'intégration à la monnaie unique enfonce le peuple portugais dans la crise, l'austérité insoutenable : « les contraintes identifiées à la soumission du Portugal à la monnaie unique non seulement persistent, mais elles tendent à s'aggraver ».

Pas d'amélioration pour le peuple portugais au sein de l'euro pour le PCP

Ce qui débouche sur une conclusion politique claire : « la question, le PCP se la pose depuis longtemps : existe-t-il une voie pour la reprise économique qui repose sur la défense des conditions de vie des portugais au sein de l'euro ? La réponse est négative ».

Pour les élus communistes, le débat doit donc s'ouvrir au Parlement pour : la dissolution de l'Union économique et monétaire, la fin du Pacte de Stabilité, une renégociation de la dette « devenues insoutenables et impayables » et des « compensations européennes pour les préjudices causés par une sortie négociée de la monnaie unique ».

Car pour Joao Ferreira, « cette exigence de la sortie de l'euro monte de plus en plus, elle doit se faire en lien avec la renégociation de la dette justement pour libérer le pays de cette contrainte ».

Pour le PCP, l'« Union européenne n'est pas réformable »

Cette prise de position publique, collective, révèle une radicalisation du discours du Parti Communiste Portugais ces derniers mois.

Certes, le PCP a toujours été un fervent critique de l'adhésion du Portugal à la CEE, au Traité de Maastricht, à l'adhésion du pays à la monnaie unique et plus tard au Traité de Lisbonne.

Il a toujours identifié l'intégration européenne comme un processus d'asservissement du peuple portugais aux intérêts du capital national et européen, un moyen de casser les acquis sociaux et démocratiques, issus notamment de la Révolution de 1974. Lors de son dernier congrès, en décembre 2012, le PCP a réaffirmé sa position : l'Union européenne n'est pas réformable, la crise de la zone Euro est la conséquence logique de l'Union économique et monétaire, et de la nature de classe de cette UE.

Le PCP se radicalise : « sortir de l'euro : nécessaire mais pas suffisant »

Toutefois, jusque-là, il s'était montré prudent sur la question du « sortie de l'euro », soulevant d'abord – non sans raisons – les dangers de cette manœuvre dans un pays très dépendant de l'extérieur, les risques d'une dégradation de la situation.

La situation a évolué depuis. La direction du PCP a organisé une grande rencontre le 19 mars 2013 à Lisbonne avec divers économistes du PCP, l'économiste longtemps proche du PS Joao Ferreira do Amaral favorable à la sortie de l'euro, qui a permis de révéler tant la nécessité de cette rupture, que les complexes conditions techniques de sa réalisation.

La synthèse du secrétaire-général du PCP, Jeronimo de Sousa, a alors : (1) – fait le constat de l'incompatibilité entre « maintien dans l'euro » et « politique alternative, de gauche, patriotique, pour les travailleurs », critiquant l'hypocrisie du PS, du Bloc de gauche dans leur « fédéralisme européen outrancier » ; (2) – la déduction que la sortie de l'euro était « nécessaire mais pas suffisante » à cette rupture ; (3) – ce qui pose la question des mesures permettant la rupture avec l'intégration capitaliste, accompagnant cette sortie : renégociation de la dette mais aussi nationalisation des secteurs stratégiques, dont les banques.

Depuis, le PCP a porté dans la campagne des élections européennes une critique radicale de trente ans d'intégration capitaliste européenne au Portugal, elle a pointé du doigt le rôle de la monnaie unique dans la casse de l'appareil productif national, des droits sociaux des travailleurs, indiqué les responsabilités de la classe dirigeante nationale, dont le Parti socialiste.

Cette ligne de clarté a payé : le Parti Communiste Portugais dans la coalition de la CDU a obtenu 13 % des voix aux européennes, son meilleur score depuis 20 ans et gagné un troisième député

A voir sur l'internet

Pierre Laurent invité de Bourdin sur RMC 3/9/2014
http://www.dailymotion.com/video/x2560vt_pierre-laurent-invite-de-bourdin-sur-rmc-3-09-2014_news

Discours de Pierre Laurent à l'université d'été du Parti Socialiste :
<http://www.dailymotion.com/video/x24zy4j>
Interview de Pierre Laurent dans l'Humanité
<http://www.humanite.fr/pierre-laurent-le-coup-de-force-de-valls-peut-reveiller-beaucoup-dardeurs-550327>

Dissolution du gouvernement - O. Dartigolles répond à BFM-TV le 26 août 2014

http://www.dailymotion.com/video/x24lpe7_dissolution-du-gouvernement-o-dartigolles-repond-a-bfm-tv-le-26-aout-2014_news

Jaurès, réveille-toi, ils sont devenus fous !
http://www.dailymotion.com/video/x21uzkr_jaures-reveille-toi-ils-sont-devenus-fous_webcam

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...
<http://fb.me/ZAjBTKw2>

Vidéo : « Ambroise Croizat », conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

